

CABINET MICHEL KLOPPER
6, rue du Général de Larminat
75015 PARIS
Tel : 01 43 06 08 10
Fax : 01 47 34 15 83

VILLE D'AUBERVILLIERS

PROSPECTIVE FINANCIERE
2007 - 2010

Céline BACHARAN

18 octobre 2006

Sommaire

Synthèse	p. 2
Introduction	p. 5
Situation financière estimée à fin 2006	p. 6
Hypothèses du scénario prospectif 2007 / 2010	p. 22
Résultats du scénario prospectif 2007 / 2010	p. 29
Analyses de sensibilité et exemple de scénario alternatif	p. 31
Annexes	p. 45
<i>Détail du scénario de base et de l'exemple de scénario alternatif</i>	

Synthèse

□ A fin 2005, Aubervilliers affiche une situation financière tendue : épargne brute de 5,5 M€, soit 6,4 % des recettes de gestion, bien en deçà du seuil critique de 8 % généralement admis pour une commune et de la moyenne des communes de 30 000 à 100 000 hab. du département qui s'établit la même année à 12,6%.

Avec un encours de dette de 99.8 M€, la capacité de désendettement 2005 s'élève à 18 ans, également au-delà du seuil d'insolvabilité de 15 ans et de la moyenne des villes de taille comparable de Seine Saint Denis (6 ans en 2005).

□ Les prévisions de réalisations pour 2006 débouchent sur une nouvelle et importante dégradation de la situation financière : les recettes progresseraient de +0,7 M€, contre +4,1 M€ pour les dépenses (dont 3,6 M€ proviennent des charges de personnel en hausse de +7,5 % par rapport à 2005).

L'épargne de gestion diminue donc de -3,3 M€ par rapport à 2005, s'établissant à 5,5 M€. Déduction faite des charges financières (3,3 M€), l'épargne brute à fin 2006 s'établirait à 2,2 M€, soit seulement 2,6 % des recettes de gestion.

Or, l'année 2006 est également marquée par un important accroissement de l'effort d'investissement, avec des dépenses d'équipement direct de 15,5 M€ (contre 10,2 M€ en 2005). La Ville est donc contrainte de recourir massivement à l'emprunt : l'encours de dette progresserait de +10,2 M€ pour s'établir à 110,1 M€ fin 2006. La capacité de désendettement à fin 2006 serait supérieure à 50 ans.

□ Le scénario fil de l'eau 2007 / 2010 est marqué par un très important effet de ciseau sur la gestion courante, avec des recettes en croissance de 1.5 % par an contre 3.5 % pour les dépenses.

La Ville ne serait plus en mesure d'équilibrer la section de fonctionnement dès 2007 : les dépenses augmentent en effet de +3.3 M€ (avec notamment la poursuite de la forte croissance des charges de personnel, évaluée à +5.4 %, soit +2.9 M€) contre +0.8 M€ pour les recettes. L'épargne de gestion diminue de -2.5 M€ : s'établissant à 3 M€ (contre 5.5 M€ en 2006), elle ne permet plus de couvrir les charges financières, en hausse de + 1 M€ par rapport à 2006 (4.3 M€). La section de fonctionnement présente en déficit de -1.3 M€, soit une situation d'impasse budgétaire.

Synthèse

L'effet de ciseau se poursuivant sur la gestion courante, les résultats de ce scénario fil de l'eau n'ont plus guère de signification financière les années suivantes (2008 / 2010).

- ❑ Priorité doit donc être donnée au redressement rapide de l'épargne de gestion, afin de recouvrer une situation financière correcte : capacité de désendettement à 15 ans maximum en 2010.
- ❑ La Ville dispose de trois leviers d'action : la réduction des dépenses d'investissement, la diminution des dépenses de gestion et le recours au levier fiscal.

Une action simultanée sur les trois leviers est nécessaire, comme le montrent les ordres de grandeur suivant :

- ✓ Même en réduisant à zéro les investissements, l'épargne brute resterait négative sur toute la période
- ✓ En maintenant les investissements tels que prévus dans le PPI et à fiscalité constante, il faudrait réaliser 3.5 M€ d'économies de gestion entre 2007 et 2010, ce qui est impossible à service et à effectifs constants.
- ✓ Une action centrée sur le seul levier fiscal rendrait nécessaire une hausse des taux de 46,58 % en 2008.

❑ Pour investir entre 6 et 12 M€ par an, les fourchettes d'action sont les suivantes : réduction de la croissance des dépenses de gestion à 1.5 % par an à partir de 2007 (soit sur 4 exercices consécutifs) et hausse de taux de +15 % à + 20 % ou réduction du rythme de progression des dépenses de gestion à 2.5 % par an et hausse de taux de + 20 % à + 25 %.

❑ En tout état de cause, si la Ville exclut le recours au levier fiscal en 2007, seule une diminution de -0.2 M€ des dépenses de gestion permettrait de maintenir l'épargne brute à son niveau 2006, ce qui constitue un minima pour un budget « conservatoire » (la capacité de désendettement 2007 resterait de l'ordre de 50 ans), en attendant des mesures de redressement plus importantes à mettre en œuvre dès 2008.

Synthèse

- Un scénario alternatif possible consisterait à :
 - ✓ Réduire les dépenses de gestion de -0.2 M€ en 2007 afin de stabiliser l'épargne brute à son niveau 2006 (minimum) et limiter ensuite leur évolution à +2.5 % par an à compter de 2008.
 - ✓ Augmenter les taux d'imposition de +19.6 % en 2008
 - ✓ Maintenir les investissements annuels dans une enveloppe de 10 M€

Dans ce scénario, la capacité de désendettement est maintenue à 15 ans en 2010. La situation reste néanmoins précaire : l'épargne brute 2010 s'établit à 6.6 M€, soit seulement 6.8 % des recettes de fonctionnement. La gestion courante supporte toujours un effet de ciseau (recettes + 1.5 % par an contre +2.5 % pour les dépenses). De nouvelles mesures de stabilisation du niveau d'épargne (maîtrise accrue de la gestion courante ou recours à la fiscalité) devront être mises en œuvre dès 2011 pour se maintenir à 15 ans.

Introduction

- ❑ L'objectif de l'analyse consiste à évaluer la capacité d'investissement de la Ville d'Aubervilliers dans le respect d'une solvabilité correcte à échéance 2010.
- ❑ Le point de départ de l'analyse prospective est :
 - ✓ Le compte administratif 2005
 - ✓ Les ouvertures budgétaires 2006 et prévisions de réalisations correspondantes (taux de réalisation évalués en collaboration avec la direction des finances).
- ❑ Les données financières de la Ville sont comparées aux communes de 30 000 à 100 000 hab. de Seine Saint Denis (année 2005 - source DGCP et documents CMK pour les villes appartenant à la CAPC).
- ❑ Les principaux agrégats utilisés pour l'analyse sont :
 - ✓ Epargne de gestion : solde des recettes de gestion et des dépenses de gestion, c'est à dire avant résultat financier.
 - ✓ Epargne brute ou autofinancement : solde de la section de fonctionnement (recettes - dépenses), ou épargne de gestion - résultat financier, soit ce que la commune dégage pour investir et rembourser l'annuité en capital de la dette,
 - ✓ Capacité de désendettement : nombre d'années qu'il faudrait à la commune pour rembourser la totalité de son encours de dette en y affectant toute l'épargne brute. Le niveau maximum de solvabilité pour une commune est de 15 ans (durée moyenne des équipements et des emprunts souscrits pour les financer), avec un seuil critique démarrant à 12 ans.

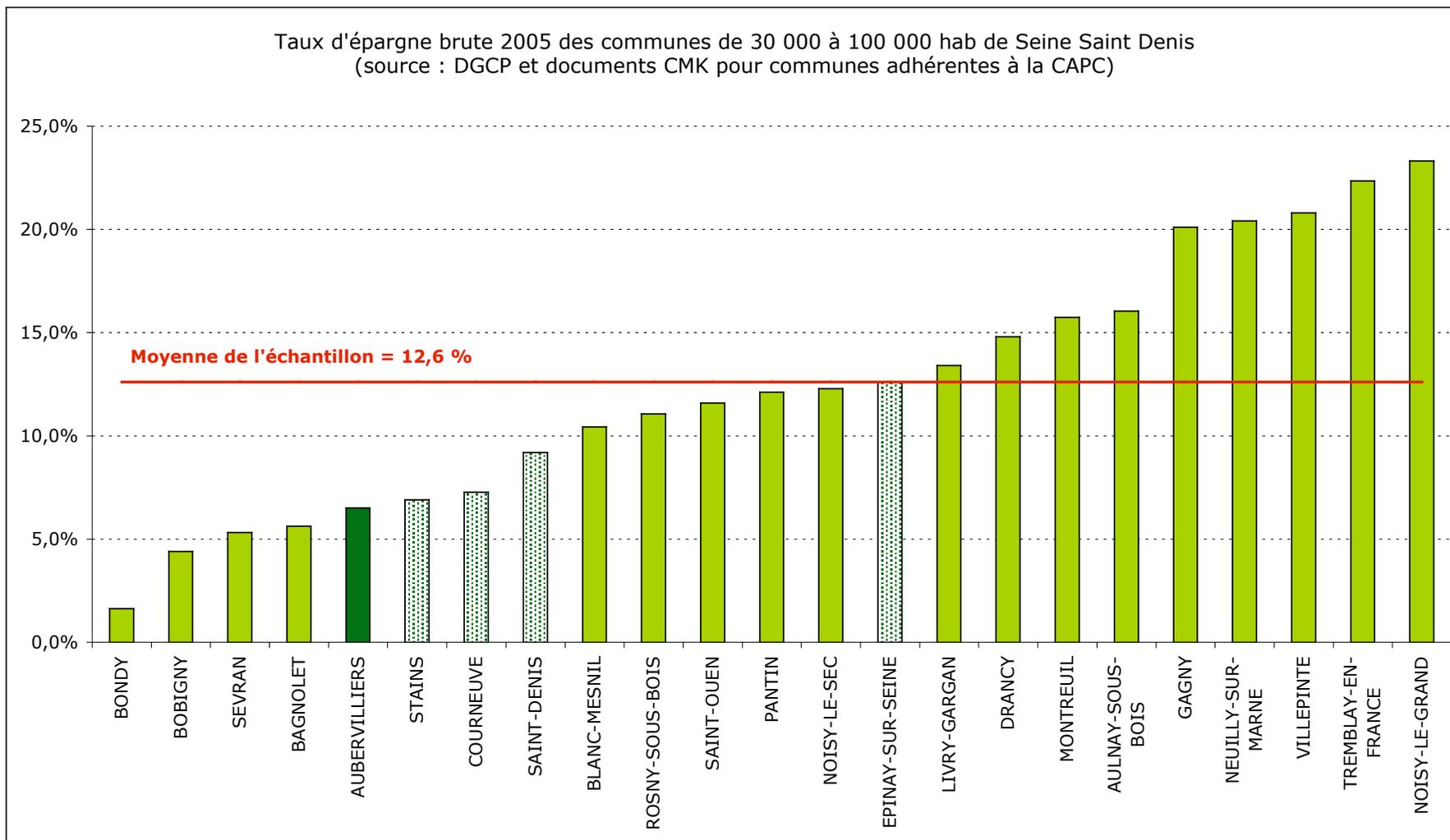
Situation financière estimée à fin 2006

- ❑ Selon les prévisions de réalisation des crédits ouverts en 2006, l'épargne brute s'établit à 2,2 M€, soit une chute de près de - 60 % par rapport à 2005 (5,5 M€).
- ❑ Le taux d'épargne ne représente que 2,6 % des recettes de gestion (contre 6,4 % en 2005), plaçant Aubervilliers très en deçà du seuil critique situé usuellement à 8 % des recettes de gestion pour une commune.
- ❑ Cette perte de 3,3 M€ d'épargne brute provient d'un effet de ciseau massif sur la gestion courante :
 - ✓ Les recettes de gestion progressent de +0,7 M€ (+ 0,9%)
 - ✓ Contre une hausse de + 4,1 M€ des dépenses (+ 5,3 %).

En M€	2005	2006	Var. en volume	Var. en %
Recettes de gestion	85,3	86,1	0,7	0,9%
Dépenses de gestion	76,5	80,6	4,1	5,3%
Epargne de gestion	8,8	5,5	-3,3	-37,7%
Résultat financier	-3,3	-3,3	0,1	-1,5%
Epargne brute	5,5	2,2	-3,3	-59,6%
Taux d'épargne brute	6,4%	2,6%		

Situation financière estimée à fin 2006

□ Sur les 23 communes entre 30 000 et 100 000 hab. de Seine Saint Denis, Aubervilliers présente le 5ème taux d'épargne le plus faible. La moyenne de l'échantillon est de 12,6 %.



Situation financière estimée à fin 2006

□ Les recettes de gestion : 86 M€ prévus à fin 2006

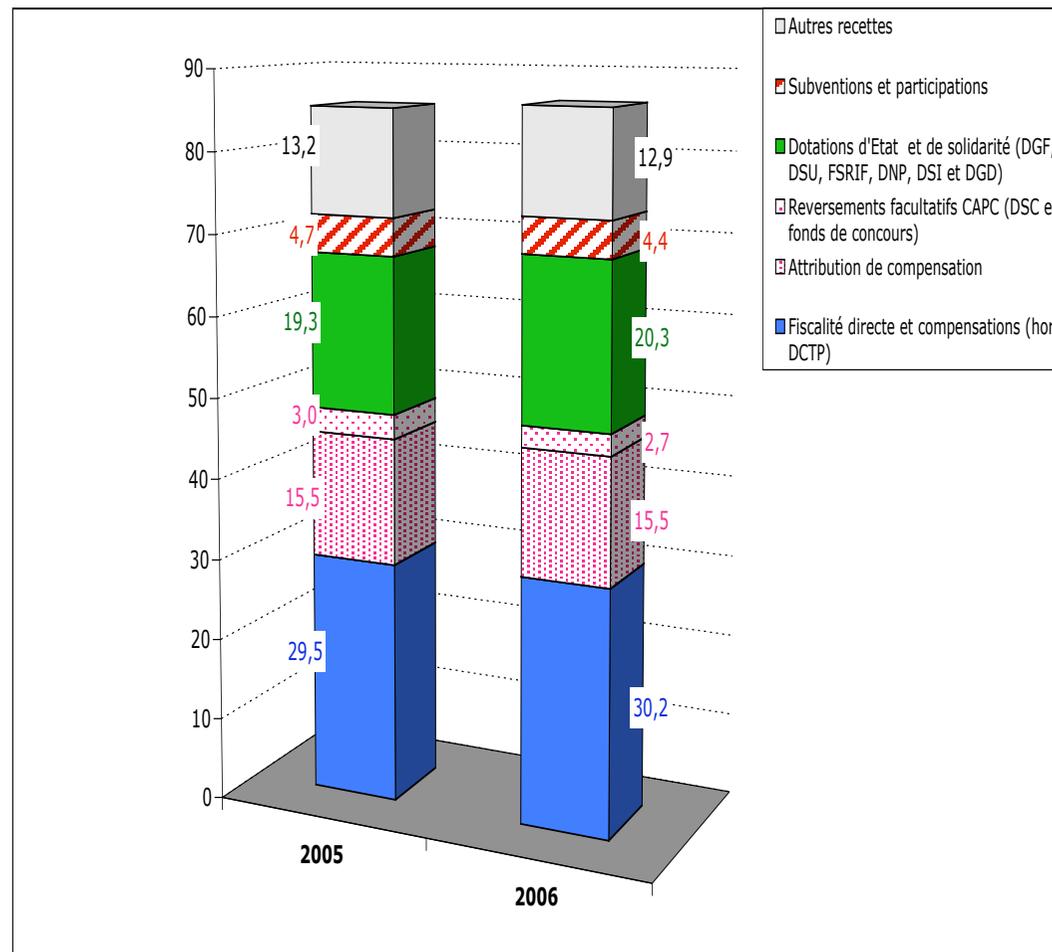
✓ Répartition des recettes de gestion :

➤ **La fiscalité directe** (y compris compensations sur les taxes ménages) **représente 35 % des recettes.**

➤ **Les dotations d'Etat et de solidarité** **apportent 24 % des ressources**

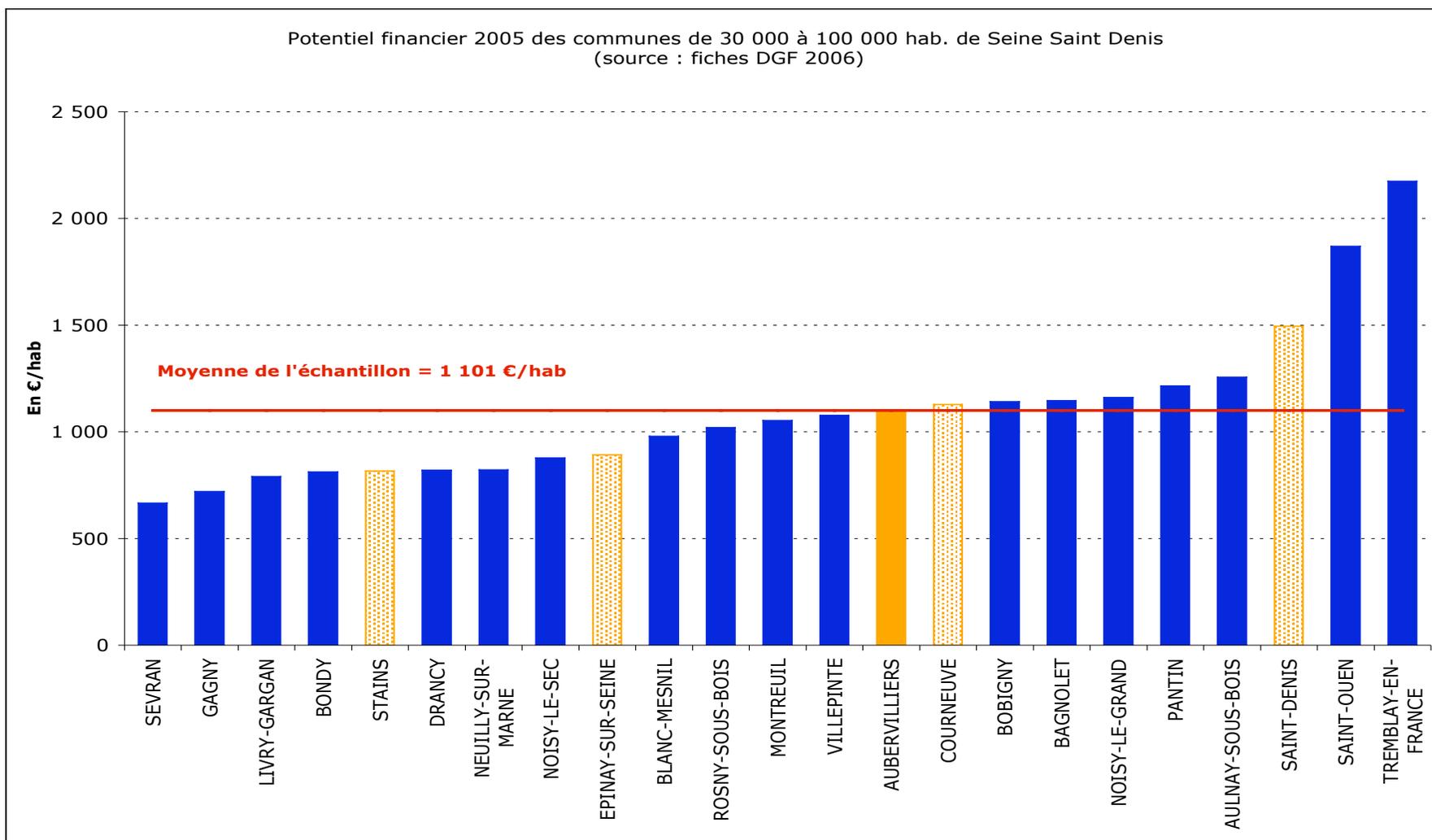
➤ L'attribution de compensation, qui condense les produits de TP et les charges transférées à la CAPC s'élève à 18 % du total.

➤ **Les reversements facultatifs de la CAPC** (Dotation de Solidarité Communautaire et fonds de concours au Conservatoire) **représentent 3 % des ressources de la Ville.**



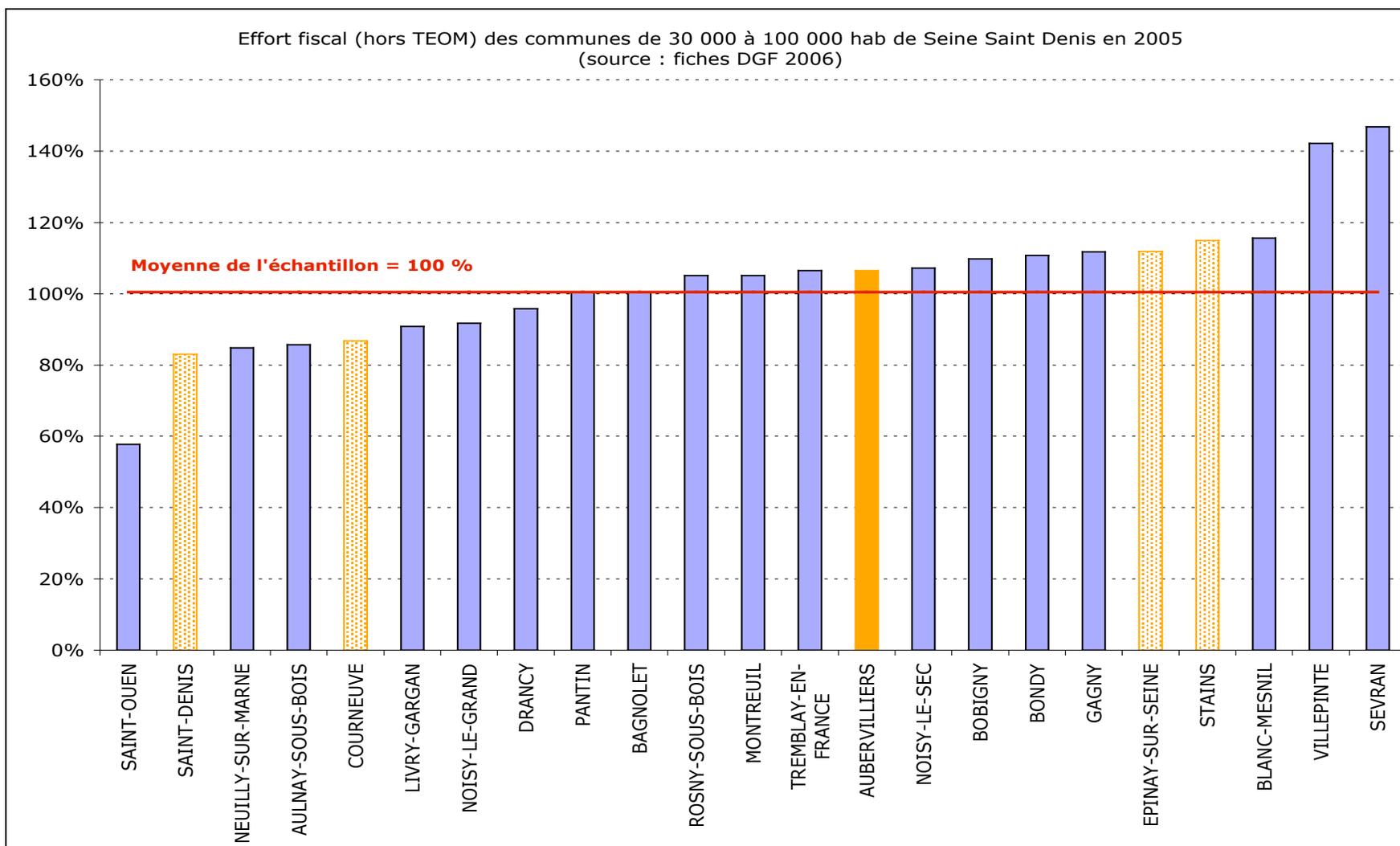
Situation financière estimée à fin 2006

- Aubervilliers présente un potentiel financier (indicateur de richesse associant le potentiel fiscal 4 taxes et la DGF forfaitaire) équivalent à la moyenne des villes de l'échantillon.



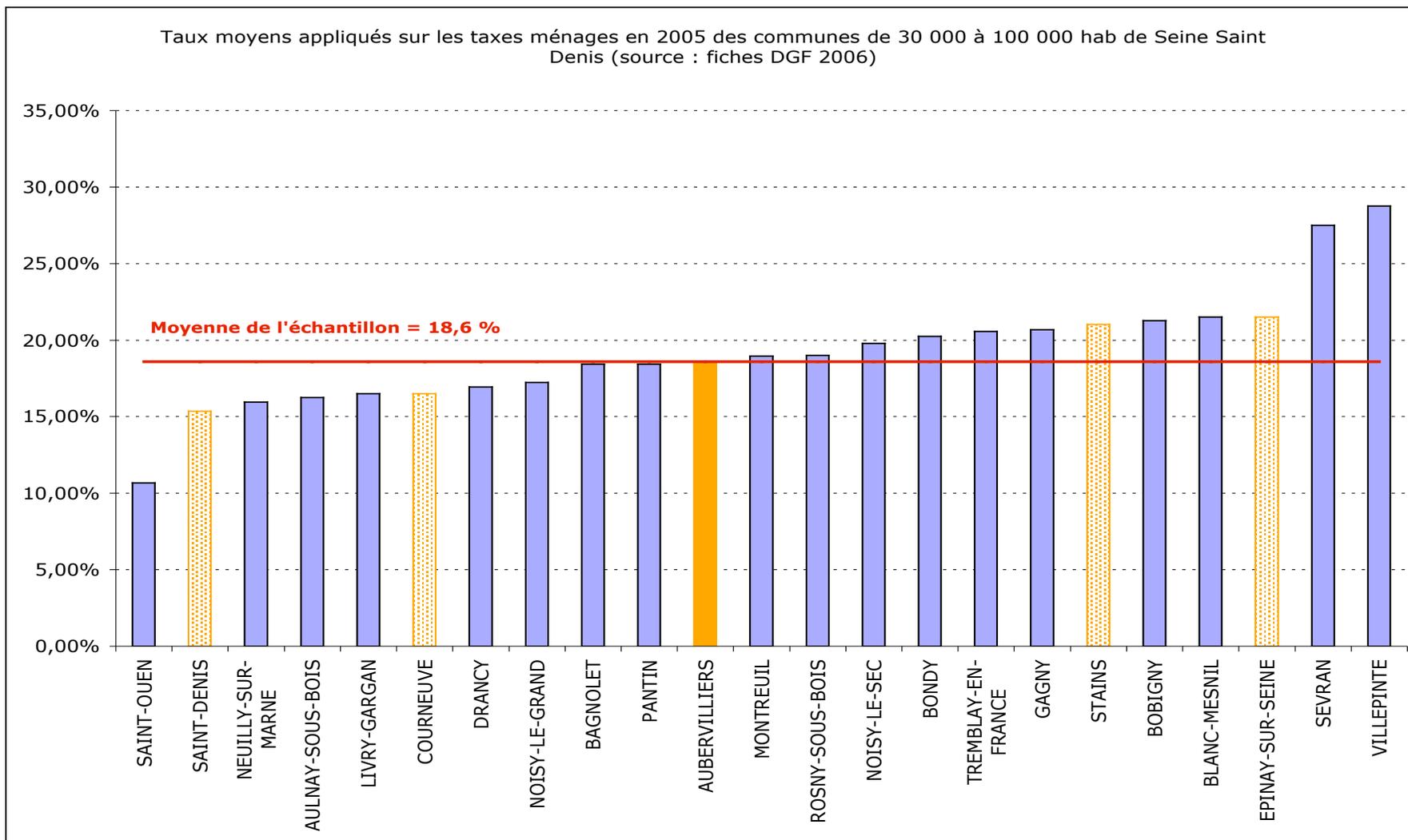
Situation financière estimée à fin 2006

- La pression fiscale sur les ménages (produits de trois taxes ménages rapporté au potentiel fiscal sur les taxes ménages) est légèrement supérieure (+7 %) à la moyenne de l'échantillon.



Situation financière estimée à fin 2006

- Le taux d'imposition moyen sur les trois taxes s'élève à 18,5 %, un niveau équivalent à la moyenne de l'échantillon.



Situation financière estimée à fin 2006

✓ Evolution des recettes de gestion prévue pour 2006 : + 0,7 M€

- **Les dotations sont la première source de recettes nouvelles en 2006 : + 1 M€**, dont + 0,6 M€ concernant la seule Dotation de Solidarité Urbaine (+ 28 %). La Ville bénéficie de l'introduction de deux nouveaux critères dans le calcul de la DSU (population résidant en zone franche urbaine et en zone urbaine sensible).
- Malgré la faible croissance des bases (+ 0,1 % pour la TH et + 0,5 % pour la TFB après neutralisation de la revalorisation forfaitaire de valeurs cadastrales de + 1,8 %), **la fiscalité directe représente le second poste de croissance des recettes, à + 0,6 M€.**
- Les droits de mutation, évalués à 1,5 M€ pour 2006 apporteront + 0,3 M€ par rapport à 2005.
- **Les reversements facultatifs de la CAPC diminuent de -0,4 M€** : 2006 est la première année de mise en œuvre du pacte financier communautaire, aux termes duquel les reversements facultatifs de la CAPC sont divisés par deux entre 2005 et 2009.
- Les compensations de taxe professionnelle perçues au titre de la DCTP diminuent de -0,2 M€. Rappelons que ces dotations, qui constituent la variable d'ajustement des concours normés de l'Etat, baissent régulièrement depuis plusieurs années.
- **Les participations et subventions reçues reculent de -0,3 M€**, ainsi que les produits du domaine et de gestion courante (-0,2 M€). Les recettes liées à des réductions de charges sur exercices antérieurs et recettes exceptionnelles sont anticipées à -0,2 M€ par rapport à 2005.

Situation financière estimée à fin 2006

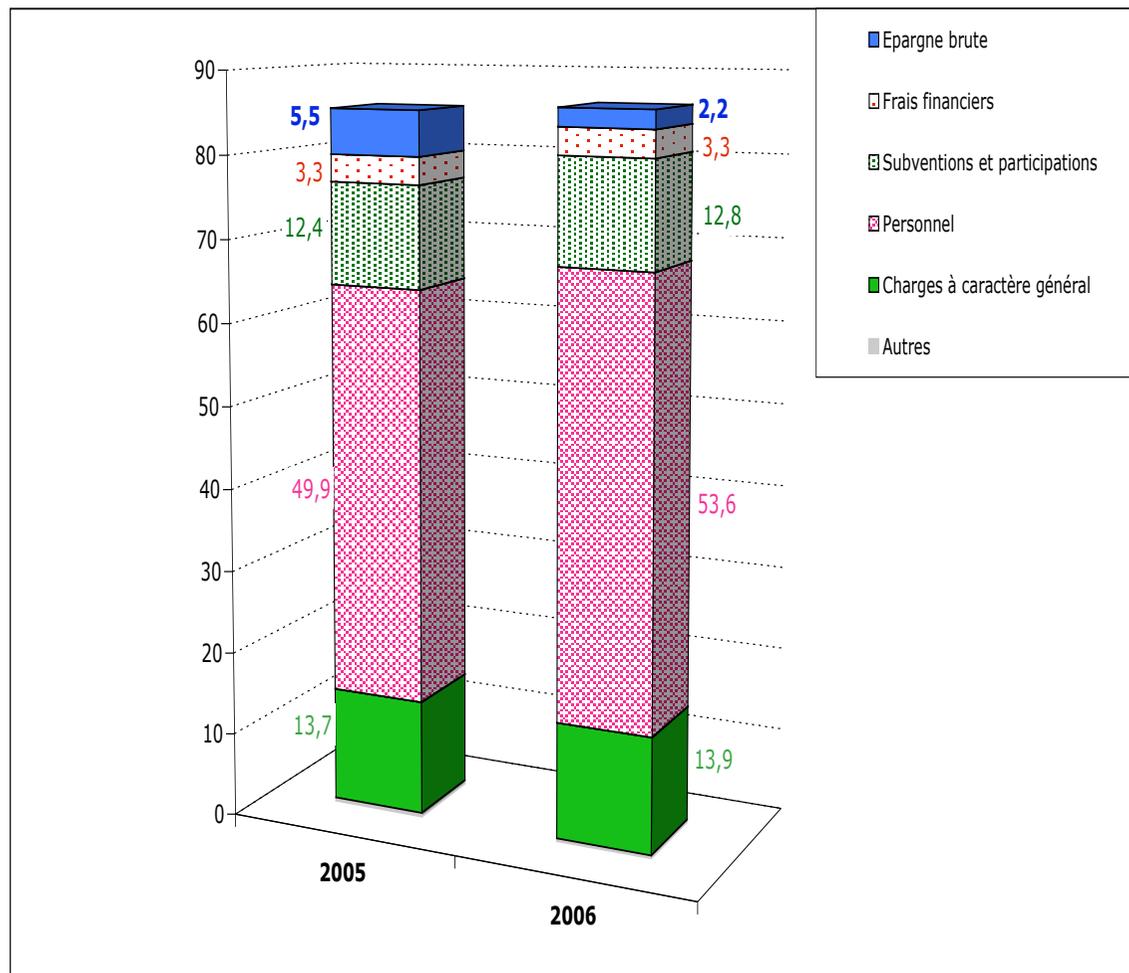
□ Les dépenses de fonctionnement : 80,6 M€ prévus à fin 2006

✓ Répartition des dépenses de fonctionnement :

➤ Aubervilliers se caractérise par l'importance des charges de personnel : **62 % des recettes de fonctionnement en 2006 (59 % en 2005)**.

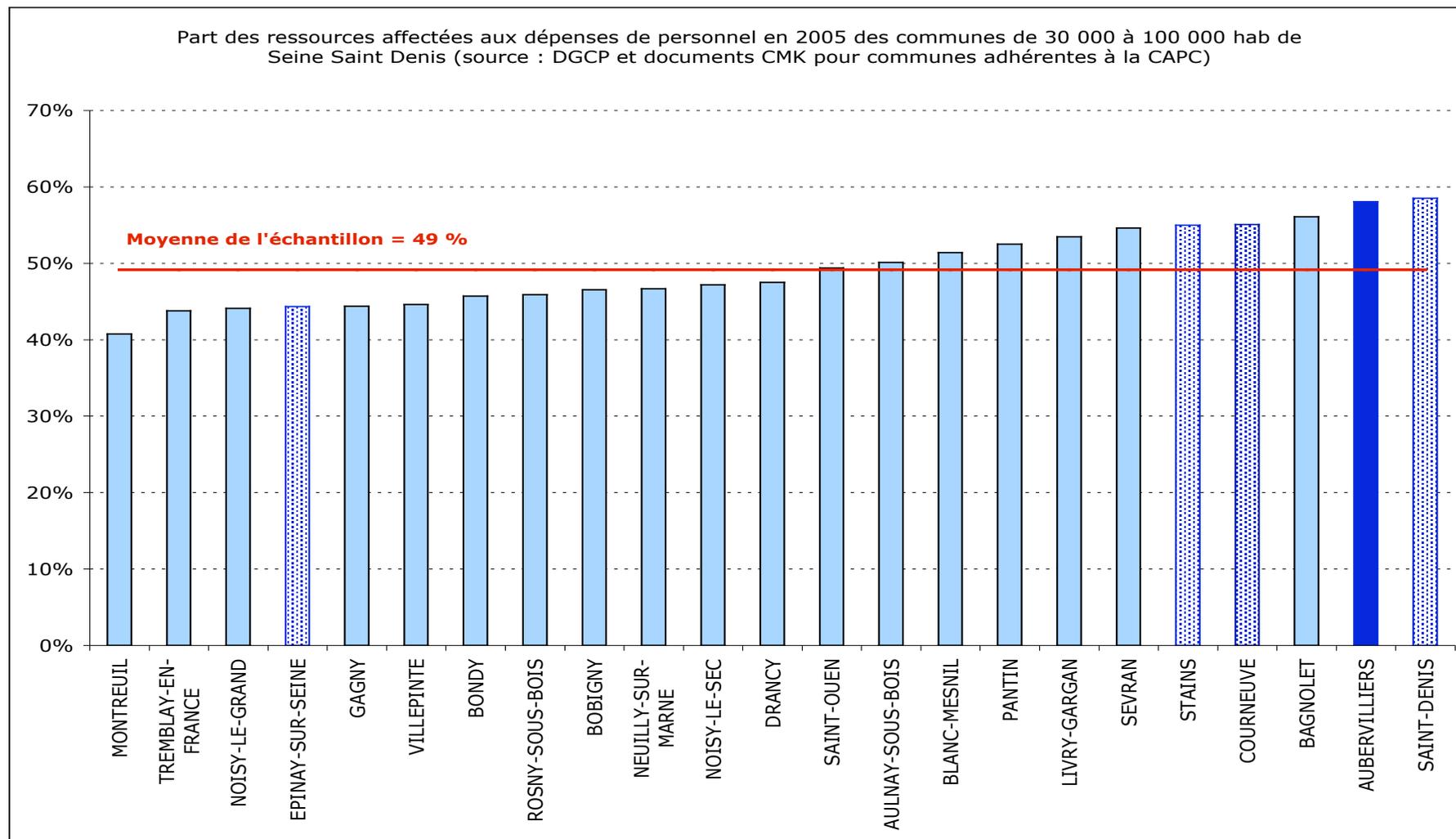
➤ Les charges à caractère général drainent 16 % des ressources, les participations et subventions 15 %.

➤ Les charges financières absorbent 4 % des recettes.



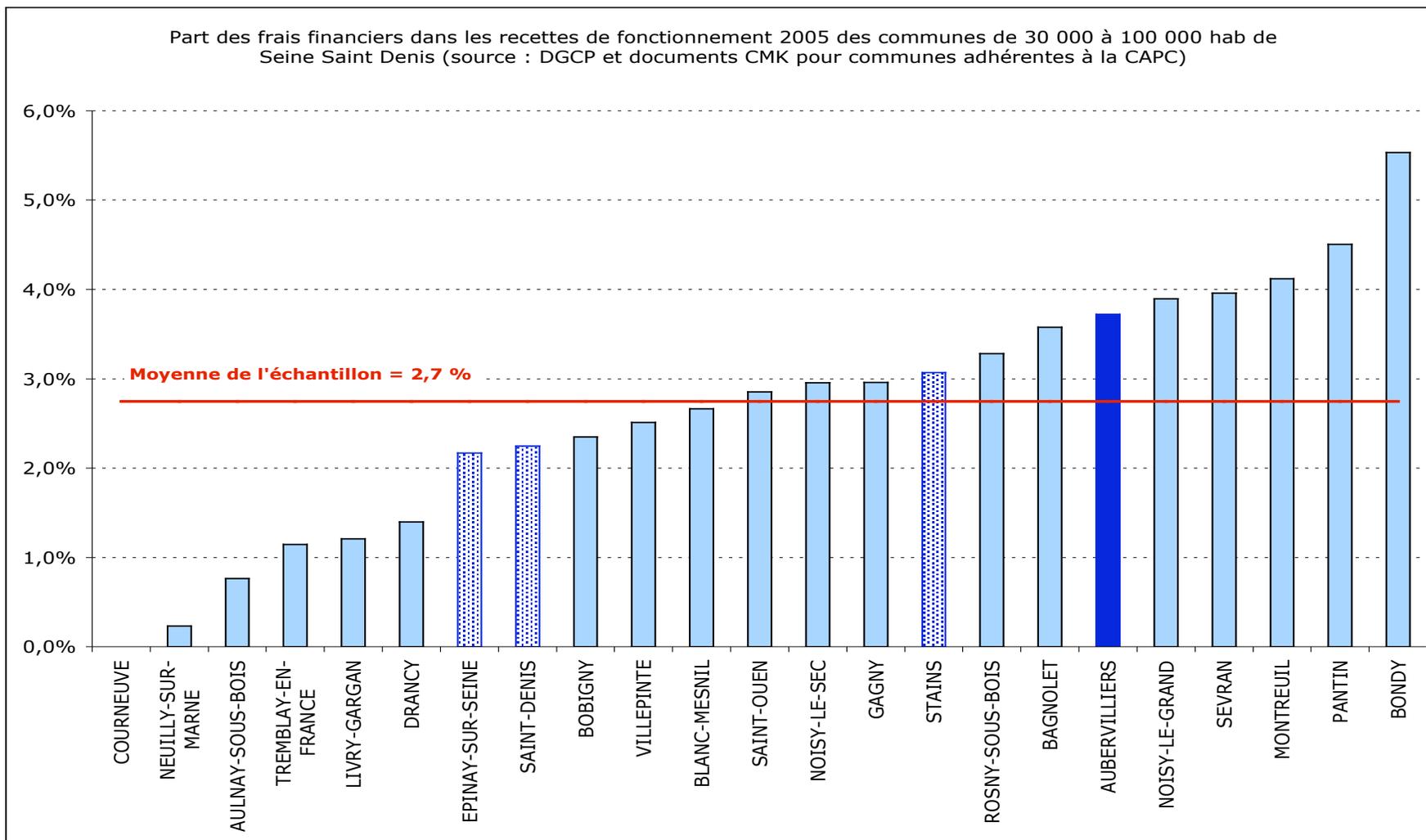
Situation financière estimée à fin 2006

□ Parmi les Villes de l'échantillon, Aubervilliers présente en 2005 le plus fort taux de dépenses de personnel rapportées au recettes de fonctionnement (avec Saint Denis), supérieur de 10 points à la moyenne (49 %).



Situation financière estimée à fin 2006

- Avec des frais financiers représentant près de 4 % des recettes en 2005, Aubervilliers s'inscrit nettement au dessus de la moyenne des communes de 30 000 hab à 100 000 hab du département (2,7%).



Situation financière estimée à fin 2006

- ✓ Evolution des dépenses de gestion prévue pour 2006 : + 4,1 M€.
 - Près de 90 % de la hausse provient des charges de personnel, à + 3,6 M€, ce qui représente une croissance de + 7,5 % par rapport à 2005.
 - + 0,3 M€ sur le poste subventions et contingents, soit + 2,8 %.
 - + 0,2 M€ sur les charges à caractère général, soit une évolution modérée de +1,5 %.

- ✓ Les charges financières (nettes des intérêts pris en charge par la CAPC dans le cadre des transferts de compétence) sont en stagnation par rapport à 2005, à 3,3 M€.

- Quelques ordres de grandeur **sur les marges de manœuvre** en matière de gestion courante :
 - ✓ 1 % de fiscalité directe = 0,29 M€
 - ✓ 1 % des dépenses de gestion = 0,81 M€
 - ✓ 1 % des charges de personnel = 0,54 M€.

Sur un seul exercice, le maintien de l'épargne de gestion suppose, pour 1 % de croissance des dépenses, une pression fiscale supplémentaire de 2,8 %, dont 1,9 % pour couvrir 1 % de croissance des charges de personnel.

Situation financière estimée à fin 2006

□ L'investissement et la dette

✓ En 2006, la Ville prévoit d'accroître très sensiblement son effort d'équipement : de 10,2 M€ en 2005 à 15,5 M€ en 2006* (*source : PPI ville*). A ces dépenses directes, s'ajoutent 1,8 M€ de subventions d'équipement et 2,2 M€ de prêts et avances versés.

Le taux de réalisation des dépenses d'équipement atteindrait 60 % en 2006, contre 53 % en 2005.

En M€	2005	2006
Dépenses d'investissement	12,4	19,4
<i>Dont équipement</i>	<i>10,2</i>	<i>15,5</i>
<i>Dont subventions d'équipement</i>	<i>0,5</i>	<i>1,8</i>
<i>Dont prêts et avances</i>	<i>1,7</i>	<i>2,2</i>
Recettes d'investissement	9,6	7,0
<i>Dont FCTVA, TLE...</i>	<i>3,1</i>	<i>1,3</i>
<i>Dont subventions</i>	<i>0,9</i>	<i>1,1</i>
<i>Dont cessions</i>	<i>1,1</i>	<i>2,0</i>
<i>Dont remboursements de prêts (hors CAPC)</i>	<i>3,7</i>	<i>1,6</i>
Coût net des investissements	-2,8	-12,4

Attention : le transfert de compétences à un groupement ne se traduit pas par des marges de manœuvre nouvelles en investissement, puisque la Ville transfère également l'autofinancement correspondant (réduction de l'attribution de compensation). Dès lors que la Ville a transféré des charges d'investissement à la Communauté, elle devrait voir, à périmètre d'intervention constant, ses dépenses d'équipement diminuer, ainsi que le recours à l'emprunt.

La moyenne des dépenses d'équipement entre 1999 et 2002 s'établissait autour de 14 M€ annuels. Hors, depuis 2003, la Ville a transféré 4,6 M€ de dépenses d'équipement annuelles à la CAPC (Espace public : 2,2 M€, Aménagement : 2,3 M€, lecture publique : 0,1 M€). A périmètre constant, les dépenses d'équipement de la Ville devraient donc s'établir autour de 9,4 M€ : les investissements prévus pour 2006 dépassent largement ce volume (15,5 M€), sans que la Ville dispose de l'autofinancement correspondant.

Situation financière estimée à fin 2006

✓ En 2006, l'épargne brute ne couvre que 11 % des dépenses d'investissement, contre 44 % en 2005.

✓ Alors que la Ville s'était désendettée en 2005, une hausse de l'encours de + 10,2 M€* net des remboursements en capital (17,7 M€ - 7,5 M€) est nécessaire.

* *Évalué par différence entre recettes et dépenses définitives de l'exercice, avec maintien du fonds de roulement constaté à fin 2005 (soit 4,6 M€).*

✓ En 2005, la capacité de désendettement s'établissait déjà nettement au delà du seuil des 15 ans (18,2 ans). En 2006, la solvabilité de la ville se dégrade encore, pour atteindre près de 50 ans.

En M€	2005	2006
Epargne brute	5,5	2,2
Dépenses d'investissement	-12,4	-19,4
Remboursement de dette (net de la dette CAPC)	-8,0	-7,5
Emprunt	5,8	17,7
Consommation du fonds de roulement	-0,5	0,0
Encours de dette (hors dette transférée à CAPC)	99,8	110,1
Capacité de désendettement	18,2	49,6

Situation financière estimée à fin 2006

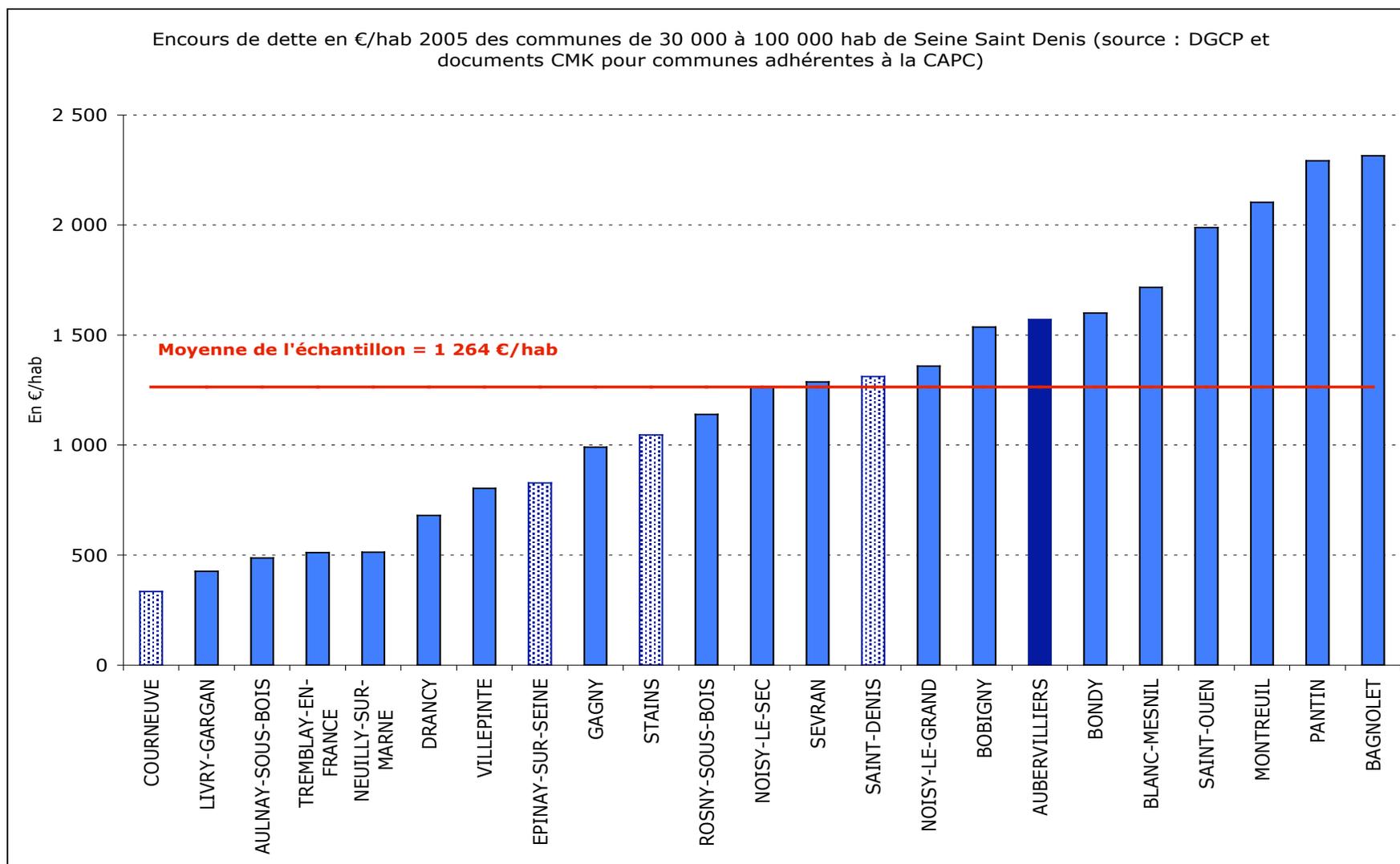
□ La Ville présente un risque* important de déficit budgétaire : les ressources propres (épargne brute, FTVA, TLE, produits des cessions...) étant inférieures de 1,5 M€ à l'annuité en capital de la dette.

En M€	2005	2006
Recettes propres d'investissement (hors subventions)	4,5	3,7
Epargne brute	5,5	2,2
Amortissement dette bancaire nette de la dette transférée à CAPC	8,0	7,5
Equilibre budgétaire	2,0	-1,5

* Rappelons que l'équilibre budgétaire entendu comme la couverture de l'annuité en capital de la dette par des ressources propres est vérifié en ouvertures budgétaires, et non en réalisations (au compte administratif). En outre, il prend en compte certaines écritures d'ordre (par exemple les travaux en régie) non intégrées ici (raisonnement en comptes administratifs prévisionnels et sur les mouvements réels uniquement). C'est pourquoi on parle de « risque » de déficit.

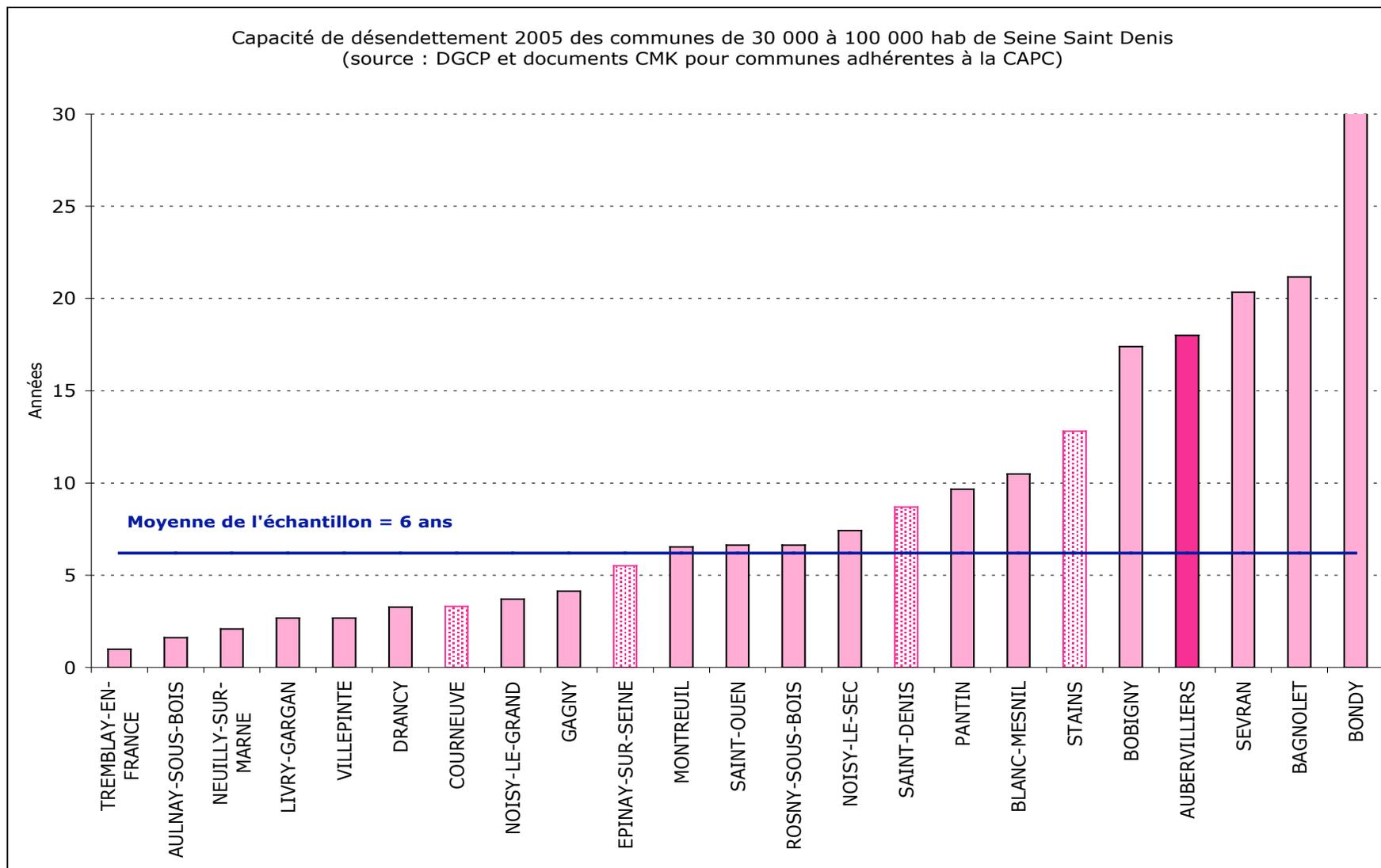
Situation financière estimée à fin 2006

□ A fin 2005, l'encours de dette par habitant d'Aubervilliers (1 571 €/hab) est supérieur de 24 % à la moyenne de l'échantillon (1 264 €/hab).



Situation financière estimée à fin 2006

- Aubervilliers présente la 4ème capacité de désendettement la plus élevée de l'échantillon (18 ans), la moyenne s'établissant à 6 ans.



Hypothèses de prospective financière 2005 / 2009

□ Les recettes de fonctionnement :

- ✓ **Bases taxables fiscalité ménages et compensations (30,2 M€ en 2006) :**
 - ✓ Taxe d'habitation et compensations correspondantes : + 2,1 % par an (revalorisation forfaitaire = 1,8 % + 0,3 % de croissance « physique » des bases, d'après la moyenne observée sur la période 2002/2006).
 - ✓ Taxe sur le foncier bâti et compensations correspondantes : +2,5 % par an (revalorisation forfaitaire = 1,8 % + 0,7 % de croissance physique des bases , d'après la moyenne observée sur la période 2002/2006).
 - ✓ Taxe sur le foncier non bâti : montant 2006 (44 K€) reconduit forfaitairement.

- ✓ **Compensations forfaitaires de TP (2,3 M€ en 2006) : - 11 % par an (*évaluation actuelle dans le cadre de l'ajustement de l'enveloppe normée des concours de l'Etat pour 2007*)**

- ✓ **Fiscalité indirecte (3 M€ prévus en 2006) :**
 - Taxe sur l'électricité (0,87 M€ prévus) + 1,8 % (inflation) ,
 - Droits de mutations (1,5 M€ prévus) + 4 %,
 - Autres produits de fiscalité indirecte (0,63 M€ prévus) + 0 %.

- ✓ **Attribution de compensation : figée à son niveau de 2006 (15,5 M€).** Aucun nouveau transfert de compétence à la CAPC n'est prévu sur la période.

- ✓ **Reversements facultatifs de la CAPC (dotation de solidarité communautaire et fonds de concours au conservatoire) :** dans le cadre de la définition du Pacte Financier Communautaire, ces reversements sont divisés par 2 sur la période 2005/2009. Il s'établissaient à 3 M€ en 2005, et sont prévus à 2,7 M€ pour 2006. Ils diminuent de - 14,3 % en 2007, -16,7 % en 2008 et - 20 % en 2009. En 2009, les reversements facultatifs s'élèvent donc à 1,5 M€ et sont figés à ce niveau pour 2010.

Hypothèses de prospective financière 2005 / 2009

□ Les recettes de fonctionnement (suite) :

✓ Dotation globale de fonctionnement forfaitaire (14 M€ en 2006).

Croissance de la DGF : 2,55 % en 2007 (hypothèse PLF 2007). Années suivantes : + 2,8 %, soit inflation (1,8%) + 50 % de la croissance économique (hypothèse : 2 %).

ATTENTION : le contrat de croissance et de solidarité, qui intègre la croissance du PIB dans le calcul de la DGF serait reconduit en 2007 (PLF). Néanmoins, il est envisagé à moyen terme de revoir ce mode de calcul dans le cadre de la maîtrise des dépenses de l'Etat, ce qui fait peser un risque sur ce poste.

La DGF forfaitaire est composée de trois parts, répondant à des règles d'indexation différentes :

- Dotation de base répartie en fonction de la population et de la superficie (7,1 M€ en 2006) : 75 % du taux de croissance de la DGF (reconduction du choix 2006 du CFL), soit +1,9 % en 2007 et +2,1 % les années suivantes. Intégration en 2009 de la croissance de la population (+ 7 631 hab, de 63 969 à 71 600), soit un produit supplémentaire de +1,14 M€ en 2009.
- Dotation de garantie : pour 2007, le taux maximum d'indexation sera de 25 % du taux de croissance de la DGF. La volonté de dégager des fonds pour la péréquation pourrait pousser le CFL à voter un taux plus bas. Hypothèse : 12,5 % du taux de croissance de la DGF, soit + 0,35 % par an.
- Dotation « DCTP » (0,5 M€ en 2006) : pour 2007, le taux maximum d'indexation sera de 50 % du taux de croissance de la DGF. Selon le même raisonnement que pour la dotation de garantie, le taux de progression retenu pour la prospective est de 25 % du taux de croissance de la DGF, soit +0,7 % par an.

Synthèse des hypothèses d'évolution de la DGF forfaitaire :

	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Dotation forfaitaire en M€	13,86	14,05	14,21	14,39	15,56	15,76
<i>Var.</i>		<i>1,4%</i>	<i>1,1%</i>	<i>1,3%</i>	<i>8,1%</i>	<i>1,3%</i>

Hypothèses de prospective financière 2005 / 2009

□ Les recettes de fonctionnement (suite) :

✓ **Dotation de solidarité urbaine** (2,9 M€ en 2006) :

Dans le cadre du nouveau mode de calcul de la DSU introduit par la Loi de Cohésion Sociale (ajout de deux indicateurs selon la population résidente en zone franche urbaine et en zone urbaine sensible), Aubervilliers à vu sa dotation s'accroître de 28,3 % en 2006. La dotation de la Ville devrait dorénavant évoluer comme l'enveloppe globale de la DSU.

Selon la Loi de Cohésion Sociale, l'enveloppe de DSU doit augmenter de 120 M€ par an jusqu'en 2009, sauf si la croissance de la DGF forfaitaire des communes est inférieure à 500 M€, auquel cas la croissance de l'enveloppe de DSU est fixée à 24 % de la croissance de l'enveloppe de la DGF. Cette clause jouera en 2007, l'enveloppe globale de DSU augmentant de 114 M€ (+13 %). Selon nos hypothèses de croissance de la DGF (cf supra.), la clause ne jouerait plus en 2008 et 2009 : l'enveloppe de DSU évoluerait de + 12 % en 2008 et + 10 % en 2009.

Hypothèse de prospective : par précaution, la DSU évolue comme l'enveloppe moins 2 points, soit +11 % en 2007, +10 % en 2008 et +8 % en 2009. En 2010, notre hypothèse est de +5 % (les dispositions relatives à la hausse annuelle de l'enveloppe DSU s'arrêtant en 2009).

✓ **Fonds de solidarité Ile de France** (2,9 M€ en 2006) : + 3,8 % par an, sur la base de la croissance moyenne de la dotation observée entre 2002 et 2006.

✓ **Subventions et participations de fonctionnement** (département, CAF...) : montant 2006 (4,4 M€) reconduit forfaitairement sur la période.

✓ **Produits du domaine et de gestion courante** (7,1 M€ prévus en 2006) : inflation (+1,8 % par an)

✓ **Autres produits de fonctionnement** (1 M€) : figés à leur niveau 2006.

Hypothèses de prospective financière 2005 / 2009

□ Les dépenses de gestion :

- ✓ Charges à caractère général (13,9 M€ prévus en 2006) : + 1,8 % par an (inflation)
- ✓ Charges de personnel (53,5 M€ prévus en 2006) : + 5,4 % en 2007 (hypothèses DRH), + 4 % les années suivantes
- ✓ Participations et subventions versées (12,8 M€ prévus en 2006) : + 1,8 % par an (inflation)
- ✓ Réductions de produits et charges exceptionnelles : montant prévu en 2006 (0,3 M€) reconduit forfaitairement.

Selon ces hypothèses, la croissance moyenne annuelle des recettes de gestion sur la période 2007/2010 s'établit à + 1,5 % par an, contre + 3,5 % par an pour les dépenses de gestion.

□ Le résultat financier (3,3 M€ prévus en 2006, nets de remboursements de la CAPC au titre des transferts) :

- ✓ Dette actuelle selon l'échéancier d'amortissement de l'encours au 31/12/2005.
- ✓ Dette bancaire nouvelle taux de 4 % en 2006 et 4,5 % à partir de 2007.
- ✓ Déduction des intérêts pris en charge par la CAPC dans le cadre des transferts de compétences (espace public, habitat, insertion, aménagement et lecture publique).

Hypothèses de prospective financière 2005 / 2009

□ La section d'investissement :

Dépenses d'investissement :

- ✓ **Dépenses d'équipement** : PPI Ville (cf. page suivante). Les dépenses d'équipement du PPI, avec une moyenne annuelle 2007 /2010 de **21,4 M€**, sont très supérieures au volume d'investissement « à périmètre constant » évalué à **9,4 M€***.
- * *Moyenne des investissements 1999/2002 = 14 M€ - 4,6 M€ de dépenses transférées à la CAPC.*
- ✓ Subventions d'équipement versées : 0,4 M€ en 2007, zéro les années suivantes (hypothèse Ville).

Recettes d'investissement :

- ✓ Le FCTVA est comptabilisé, par précaution, sur 90 % des dépenses réalisées en N-2 au taux de 15,482 %.
- ✓ TLE : montant 2006 (0,4 M€) reconduit forfaitairement ; dépassements COS, PLD : moyenne 2002 - 2006 (crédits ouverts), soit 0,5 M€ par an.
- ✓ **Subventions d'investissement reçues** : PPI Ville. Rapportées aux dépenses d'équipement, le taux de subventionnement ressort à 17 % sur la période 2006 /2010.
- ✓ **Cessions** : 3,9 M€ en 2007 et 5 M€ en 2008 (hypothèses Ville).

- ✓ Les postes « prêts et avances », ainsi que les remboursement correspondants, s'équilibrent en moyenne sur la période 2002/2006. Il n'en a donc pas été tenu compte à partir de 2007.

Selon ces hypothèses, le solde à financer (dépenses - recettes d'investissement) s'établirait entre - 4 M€ et - 22 M€ par an entre 2007 et 2010.

Hypothèses de prospective financière 2005 / 2009

□ Synthèse des hypothèses de dépenses et recettes d'investissement :

En M€	2005	2006	2007	2008	2009	2010	TOTAL 2007/2010	Moy annuelle 2007/2010
Dépenses d'investissement	-12,4	-19,4	-19,6	-15,8	-22,3	-28,1	-85,8	-21,5
<i>Dont équipement</i>	<i>10,19</i>	<i>15,50</i>	<i>19,19</i>	<i>15,81</i>	<i>22,33</i>	<i>28,08</i>	<i>85,41</i>	<i>21,35</i>
<i>Dont subventions d'équipement</i>	<i>0,54</i>	<i>1,79</i>	<i>0,40</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,40</i>	<i>0,10</i>
<i>Dont prêts et avances</i>	<i>1,66</i>	<i>2,15</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
Recettes d'investissement	9,6	7,0	9,7	12,0	7,1	6,4	35,2	8,8
<i>Dont FCTVA, TLE, dépassements PLD, COS</i>	<i>3,44</i>	<i>2,14</i>	<i>1,91</i>	<i>2,70</i>	<i>3,21</i>	<i>2,74</i>	<i>10,56</i>	<i>2,64</i>
<i>Dont subventions</i>	<i>0,85</i>	<i>1,13</i>	<i>3,91</i>	<i>4,31</i>	<i>3,90</i>	<i>3,62</i>	<i>15,74</i>	<i>3,93</i>
<i>Dont cessions</i>	<i>1,08</i>	<i>2,05</i>	<i>3,90</i>	<i>5,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>8,90</i>	<i>2,23</i>
<i>Dont remboursements de prêts (hors CAPC)</i>	<i>3,72</i>	<i>1,58</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>	<i>0,00</i>
Cout net des investissements	-2,8	-12,4	-9,9	-3,8	-15,2	-21,7	-50,6	-12,7

□ Détail du plan pluriannuel d'investissement de la Ville

En M€	2006		2007		2008		2009		2010	
	Dépenses	Subventions								
Aménagement Services 11 Pasteur	0,17									
Restauration des Offices	0,55									
Ecole Anne Sylvestre	5,04	0,38	0,21	1,60		0,00		0,00		0,00
Groupe Scolaire Intercommunal		0,00	0,30	0,00	3,61	2,20	2,25		0,71	0,00
Groupe Scolaire Centre Est									4,16	
Office des Seniors	0,34	0,04	0,31	0,00		0,00		0,00		0,00
Groupe Scolaire V Hugo Réhabilitation		0,00		0,00	0,54	0,00	3,37		4,09	0,00
Locaux scolaire J. Perrin - Joliot Curie	0,87	0,47	0,40			0,00		0,00		0,00
Extension Maternelle G. Philipe			0,10		0,97	0,40				
Extension GS J. Vallès			1,04							
Centre Loisirs Solomon	0,87	0,24	1,90	0,14		0,00		0,00		0,00
Camp des Roms	0,20		0,99	0,64		0,00		0,00		0,00
Centre Nautique Réhabilitation	0,15	0,00	1,56	0,70	1,62	0,70	1,69	0,70		0,00
Crèche Rosenberg	0,06	0,00	0,83	0,45	0,87	0,47		0,00		0,00
Halte Garderie Pirouette					0,22	0,08				
Conservatoire Nat. de Région- Salle des Fêtes	0,14		0,21		0,65		8,10	3,00	11,70	3,42
Aménag. Maison quartier Landy			0,42	0,17						
Transfert Services Centre Technique Municipal	0,71	0,00	3,83	0,00		0,00		0,00		0,00
Plan de résorption du plomb			0,42		0,43					
Travaux courants	3,90	0,00	4,37	0,20	4,87	0,20	5,06	0,20	5,26	0,20
Equipements Cœur de quartier (PMI 1ère phase)					0,68	0,26				0,00
Ecole Dubois Montfort (Angela Davis)	1,18	0,00							0,29	0,00
Multi Accueil Petite Enfance Dubois Maladrerie		0,00			0,60					0,00
Financement des ZAC	0,58		1,55				1,11		1,11	
Autres charges d'équipement	0,75		0,75		0,75		0,75		0,75	
TOTAL	15,50	1,13	19,19	3,91	15,81	4,31	22,33	3,90	28,08	3,62

Hypothèses de prospective financière 2005 / 2009

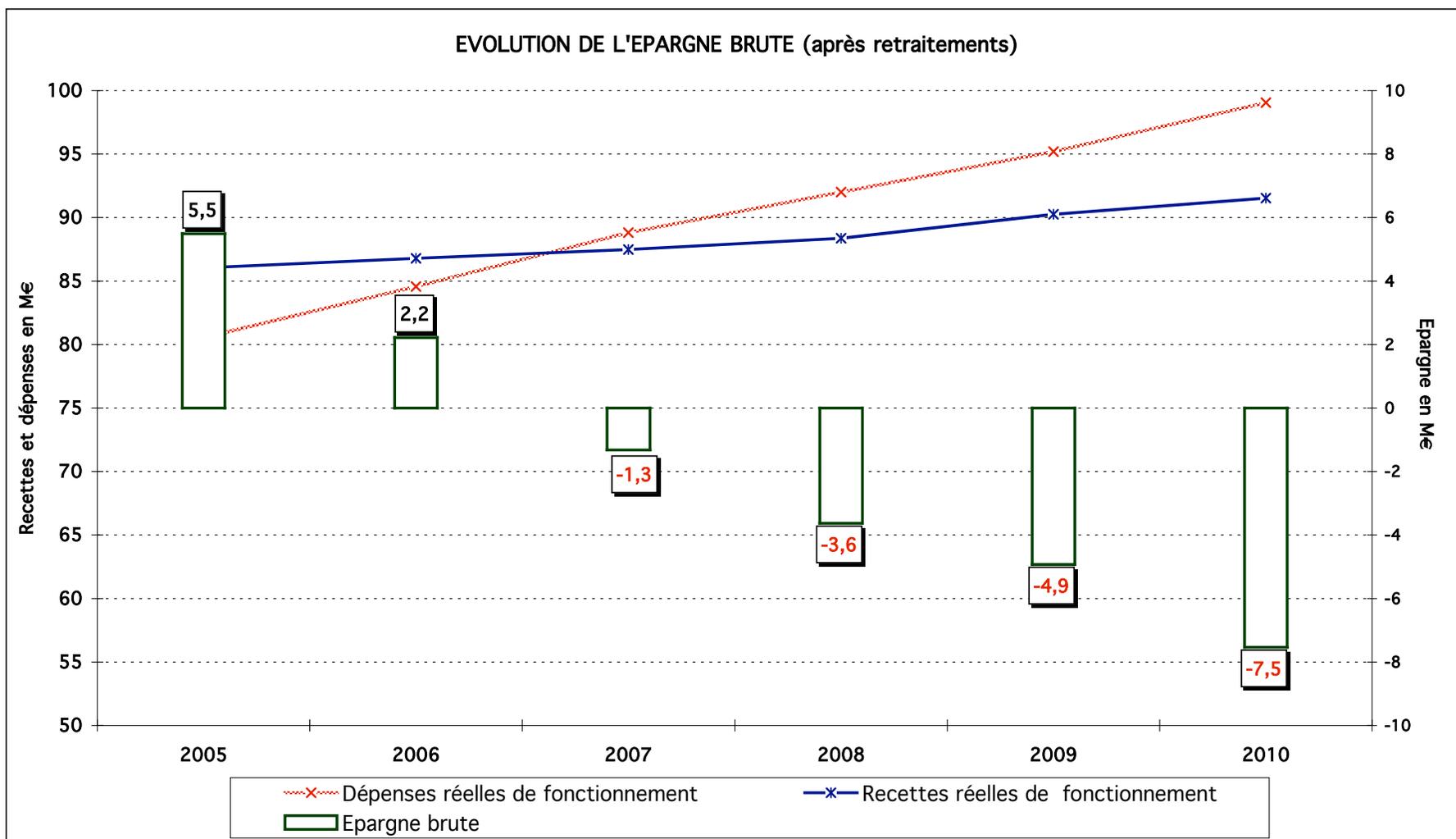
□ Section d'investissement (suite)

- ✓ **Emprunts nouveaux** : calculés par différence entre les recettes et les dépenses totales, avec un fonds de roulement réduit à zéro à partir de 2007, partant de 4,6 M€ fin 2005 et maintenus en 2006.

- ✓ **Remboursement en capital de la dette** :
 - Dette actuelle selon échéancier d'amortissement de l'encours au 31/12/2005
 - Dette nouvelle : amortissement progressif sur 15 ans, taux de 4 % pour les emprunts souscrits fin 2006 et 4,5 % pour les emprunts mobilisés à partir de 2007,
 - Déduction des annuités en capital remboursées par la CAPC dans le cadre des transferts de compétences (espace public, habitat, insertion, aménagement et lecture publique).

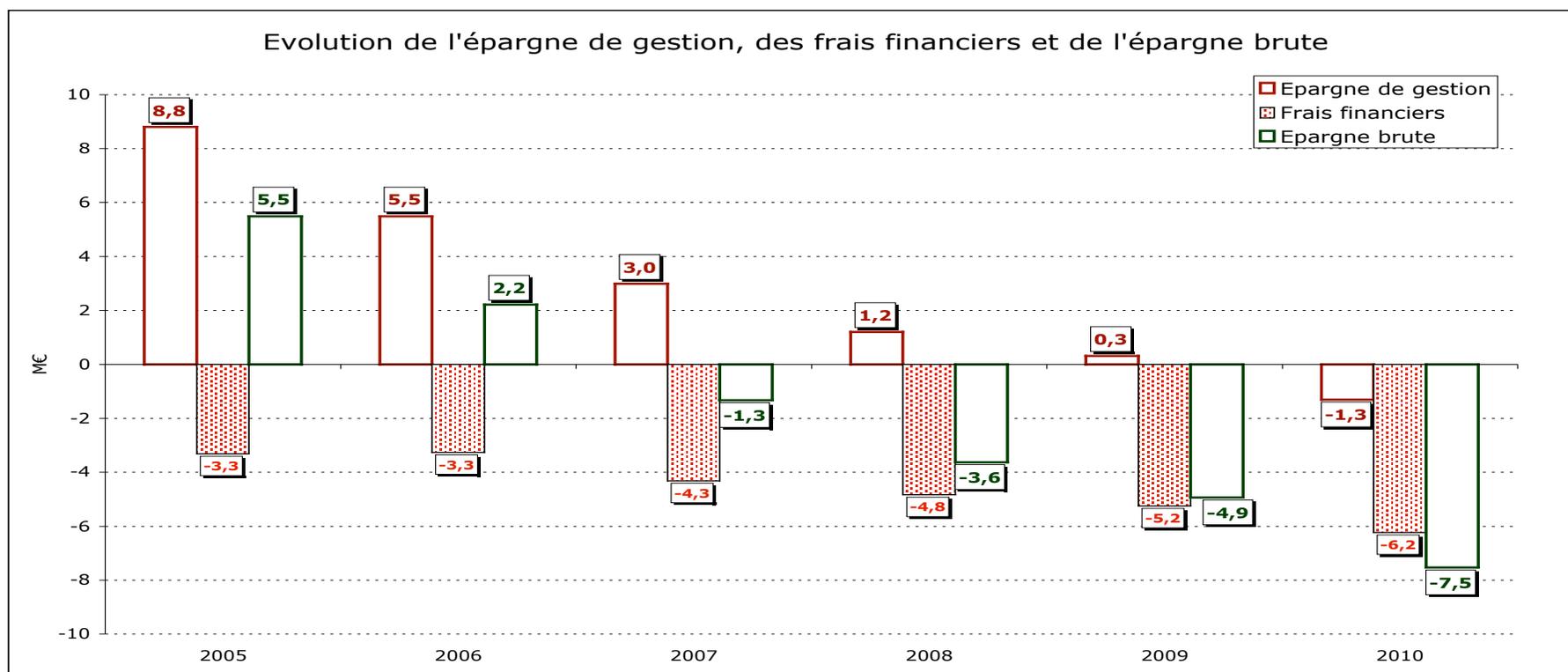
Résultats du scénario prospectif

- Dès 2007, la Ville ne parvient plus à équilibrer la section de fonctionnement : le déficit de fonctionnement (épargne brute négative) s'élève à -1,3 M€.



Résultats du scénario prospectif

- En effet, l'épargne de gestion (écart entre recettes et dépenses de gestion avant frais financiers) s'érode de -2,5 M€ entre 2006 et 2007 : les recettes de gestion augmentent de + 0,8 M€, contre +3,3 M€ pour les dépenses de gestion (dont +2,9 M€ générés par les seules charges de personnel, en hausse de +5,4 %).
- A fin 2007, l'épargne de gestion s'établit donc à 3 M€ et est insuffisante pour couvrir les frais financiers, s'élevant à 4,3 M€ (+ 1 M€ par rapport à 2006), d'où une épargne brute de -1,3 M€.
- Les années suivantes, l'effet de ciseau sur la gestion courante se poursuit, jusqu'à une épargne de gestion négative en 2010, accentué au niveau de l'épargne brute par la croissance des frais financiers.



Analyses de sensibilité et scénarios alternatifs

- ❑ La situation atteint dès 2007 un niveau n'ayant plus de réelle signification financière puisque la Ville serait contrainte d'emprunter pour financer les intérêts de la dette, voire même à terme (2010) les dépenses de gestion courante.
 - ❑ Priorité doit donc être donnée à un redressement rapide de la section de fonctionnement. Quels sont les paramètres à prendre en compte ?
 - ❑ Pour 2007 :
 - ✓ La ville ne souhaite pas recourir à une hausse des taux d'imposition directe cette année.
 - ✓ La réduction des dépenses d'investissement 2007 n'aura d'effet sur l'épargne brute qu'en 2008 via le ralentissement de la progression des frais financiers.
 - ✓ Le seul levier d'action possible pour 2007 consiste donc à réduire les dépenses de gestion.
 - ✓ **Dans un objectif minimum de maintien de l'épargne brute à son niveau de 2006 (soit une capacité de désendettement qui reste supérieure à 50 ans), il faudrait réduire les dépenses de gestion de -0,2 M€ en 2007 par rapport aux réalisations 2006 (soit - 0,2 % équivalant à - 2% après prise en compte d'une inflation de +1,8 %).**
- Recettes supplémentaires : +0,8 M€
Diminution des dépenses de gestion : - 0,2 M€
= +1 M€ d'épargne de gestion
- 1 M€ de frais financiers supplémentaires
= épargne brute stabilisée à son niveau 2006 (2,2 M€).

Analyses de sensibilité et scénarios alternatifs

□ A titre d'illustration, les charges de personnel progressent de + 4 % (+2,1 M€) en 2007 (au lieu de + 5,4 % dans le scénario fil de l'eau), il faut réduire les autres postes de -10,3 %, soit un effort, en valeur absolue de :

- ✓ -1,2 M€ sur les charges à caractère général
- ✓ 1,1 M€ sur les subventions et participations versées.

□ Si la Ville décidait néanmoins de recourir au levier fiscal en 2007, **le seul maintien de l'épargne brute à son niveau de 2006**, toutes choses égales par ailleurs (hypothèses de progression des dépenses de gestion = fil de l'eau) **demanderait une hausse des taux de + 12 %.**

□ **Attention : il s'agit là de mesures purement « conservatoires », destinées à « passer » l'année 2007.**

□ **Avec une épargne brute maintenue à 2,2 M€, la Ville reste dans une situation d'insolvabilité : si les investissements sont réalisés comme prévu dans le PPI, la capacité de désendettement à fin 2007 s'élèvera à 51 ans.**

En M€	2005	2006	2007
Recettes de gestion	85,3	86,1	86,9
Dépenses de gestion	76,5	80,6	80,4
Epargne de gestion	8,8	5,5	6,5
Résultat financier	-3,3	-3,3	-4,3
Epargne brute	5,5	2,2	2,2
Dépenses d'investissement	-12,4	-19,4	-19,6
Recettes d'investissement	9,6	7,0	9,7
Cout net des investissements	-2,8	-12,4	-9,9
Remboursement de dette (net de la dette CAPC)	-8,0	-7,5	-7,8
Emprunt	5,8	17,7	10,9
Consommation du fonds de roulement	-0,5	0,0	4,6
Encours de dette (hors dette transférée à CAPC)	99,8	110,1	113,2
Capacité de désendettement	18,2	49,6	51,4

Analyses de sensibilité et scénarios alternatifs

□ Seuls les produits de cession prévus en 2007 (pour 3,9 M€) permettraient à la Ville d'équilibrer le budget (financement des annuités en capital de la dette par des ressources propres).

En M€	2005	2006	2007
FCTVA	3,1	1,3	1,4
TLE	0,3	0,4	0,4
Produits de cessions	1,1	2,0	3,9
Total ressources propres d'investissement	4,5	3,7	5,6

En M€	2005	2006	2007
Recettes propres d'investissement (hors subventions)	4,5	3,7	5,6
Epargne brute	5,5	2,2	2,2
Amortissement dette bancaire nette de la dette transférée à CAPC	8,0	7,5	7,8
Equilibre budgétaire	2,0	-1,5	0,1

Analyses de sensibilité et scénarios alternatifs

- ❑ Dans l'hypothèse où la Ville adopterait une stratégie minimale « d'attente » pour 2007, des mesures fortes devront être prises au plus tard en 2008 pour redresser la capacité de désendettement au niveau du seuil maximum des 15 ans.
- ❑ Les analyses de sensibilité développées ci-après évaluent les moyens dont dispose la Ville pour atteindre cet objectif à échéance 2010 à travers trois leviers d'action :
 - ✓ La réduction des dépenses d'investissement à partir de 2007 (année 2006 considérée comme acquise à ce jour).
 - ✓ La maîtrise des dépenses de gestion sur la période 2007 à 2010
 - ✓ Le recours à la fiscalité en 2008.
- ❑ Dans un premier temps, chaque levier d'action est analysé séparément. Les résultats sont ensuite combinés entre eux afin d'évaluer les résultats d'une action portant sur tous les paramètres à la fois, dans le respect d'un objectif de capacité de désendettement à 15 ans en 2010.
- ❑ Par précaution, les analyses sont établies sur le scénario fil de l'eau, c'est à dire sans présumer du maintien de l'épargne brute 2007 à son niveau de 2006 au moyen de la réduction des dépenses de gestion évoquée infra.

- ❑ Rappel des résultats du scénario fil de l'eau :

En M€	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Epargne de gestion	8,8	5,5	3,0	1,2	0,3	-1,3
Résultat financier	-3,3	-3,3	-4,3	-4,8	-5,2	-6,2
Epargne brute	5,5	2,2	-1,3	-3,6	-4,9	-7,5
Dépenses d'investissement	-12,4	-19,4	-19,6	-15,8	-22,3	-28,1
Recettes d'investissement	9,6	7,0	9,7	12,0	7,1	6,4
Remboursement de dette (net de la dette CAPC)	-8,0	-7,5	-7,8	-8,9	-9,6	-11,3
Emprunt	5,8	17,7	14,4	16,4	29,7	40,5
Consommation du fonds de roulement	-0,5	0,0	4,6	0,0	0,0	0,0
Encours de dette (hors dette transférée à CAPC)	99,8	110,1	116,7	124,1	144,3	173,5
Capacité de désendettement	18,2	49,6	100,0	100,0	100,0	100,0

Analyses de sensibilité et scénarios alternatifs

- ❑ Une réduction à zéro des investissements à compter de 2007 ne permettrait pas à elle seule de redresser la situation financière : en effet, le levier « dépenses d'investissement » ne joue pas sur l'épargne de gestion, mais uniquement sur les frais financiers.
- ❑ La Ville se désendetterait en 2007 et 2008, mais pas suffisamment pour générer une baisse sensible des frais financiers et redresser l'épargne brute, qui reste négative sur toute la période.
- ❑ Dans ce contexte, la problématique du niveau d'investissement s'entend davantage comme une résultante des mesures qui seront prises pour redresser la gestion courante que comme un levier d'action pour améliorer la situation financière de la collectivité.

En M€	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Epargne de gestion	8,8	5,5	3,0	1,2	0,3	-1,3
Résultat financier	-3,3	-3,3	-4,3	-4,2	-4,0	-4,2
Epargne brute	5,5	2,2	-1,3	-3,0	-3,7	-5,5
Dépenses d'investissement	-12,4	-19,4	0,0	0,0	0,0	0,0
Recettes d'investissement	9,6	7,0	5,6	7,5	0,4	0,4
Remboursement de dette (net de la dette CAPC)	-8,0	-7,5	-7,8	-8,2	-8,2	-8,9
Emprunt	5,8	17,7	0,0	2,6	11,5	14,1
Consommation du fonds de roulement	-0,5	0,0	3,5	1,1	0,0	0,0
Encours de dette (hors dette transférée à CAPC)	99,8	110,1	102,3	96,6	100,0	105,2
Capacité de désendetttement	18,2	49,6	100,0	100,0	100,0	100,0

Résultats du scénario prospectif

- **Maîtrise des dépenses de gestion** : toutes choses égales par ailleurs (ie en maintenant les hypothèses du fil de l'eau en investissement et à fiscalité constante), il faudrait que les dépenses de gestion diminuent de -1,1 % par an en moyenne, à partir de 2007 et jusqu'en 2010 (soit 4 années consécutives) pour redresser la situation financière à 15 ans en 2010.
- Une telle hypothèse représente des économies de gestion courante de -3,5 M€ en cumulé sur 4 exercices, et supposerait sans doute une réduction du niveau d'intervention de la collectivité (assortie d'une réduction des effectifs).

En M€	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Recettes de gestion	85,3	86,1	86,9	87,9	89,9	91,2
Dépenses de gestion	76,5	80,6	80,2	79,2	78,1	77,1
Epargne de gestion	8,8	5,5	6,7	8,7	11,7	14,1
Résultat financier	-3,3	-3,3	-4,3	-4,7	-4,7	-5,2
Epargne brute	5,5	2,2	2,4	4,1	7,0	8,9
Dépenses d'investissement	-12,4	-19,4	-19,6	-15,8	-22,3	-28,1
Recettes d'investissement	9,6	7,0	9,7	12,0	7,1	6,4
Remboursement de dette (net de la dette CAPC)	-8,0	-7,5	-7,8	-8,8	-9,0	-10,1
Emprunt	5,8	17,7	10,7	8,5	17,2	22,9
Consommation du fonds de roulement	-0,5	0,0	4,6	0,0	0,0	0,0
Encours de dette (hors dette transférée à CAPC)	99,8	110,1	113,0	112,7	120,9	133,7
Capacité de désendettement	18,2	49,6	47,3	27,7	17,3	15,0

Analyses de sensibilité et scénarios alternatifs

□ **Recours au levier fiscal** : toutes choses égales par ailleurs (ie en maintenant les hypothèses du fil de l'eau en investissement et en dépenses de gestion), il faudrait augmenter les taux d'imposition de + 46,58 % en 2008 pour rétablir la capacité de désendettement à 15 ans en 2010. Cette hypothèse est en outre « théorique », car elle ne résout pas l'impasse budgétaire de 2007 (épargne brute négative).

Progression des taux d'imposition	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Taxe d'habitation	13,64%	13,64%	13,64%	19,99%	19,99%	19,99%
Var.		0,00%	0,00%	46,58%	0,00%	0,00%
Taxe sur le foncier bâti	20,85%	20,85%	20,85%	30,56%	30,56%	30,56%
Var.		0,00%	0,00%	46,58%	0,00%	0,00%
Taxe sur le foncier non bâti	26,28%	26,28%	26,28%	38,52%	38,52%	38,52%
Var.		0,00%	0,00%	46,58%	0,00%	0,00%

En M€	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Recettes de gestion	85,3	86,1	86,9	102,0	104,3	106,0
Dépenses de gestion	76,5	80,6	83,9	86,7	89,5	92,5
Epargne de gestion	8,8	5,5	3,0	15,3	14,7	13,5
Résultat financier	-3,3	-3,3	-4,3	-4,8	-4,6	-4,9
Epargne brute	5,5	2,2	-1,3	10,5	10,1	8,6
Dépenses d'investissement	-12,4	-19,4	-19,6	-15,8	-22,3	-28,1
Recettes d'investissement	9,6	7,0	9,7	12,0	7,1	6,4
Remboursement de dette (net de la dette CAPC)	-8,0	-7,5	-7,8	-8,9	-8,9	-9,8
Emprunt	5,8	17,7	14,4	2,3	14,0	23,0
Consommation du fonds de roulement	-0,5	0,0	4,6	0,0	0,0	0,0
Encours de dette (hors dette transférée à CAPC)	99,8	110,1	116,7	110,0	115,1	128,3
Capacité de désendettement	18,2	49,6	100,0	10,5	11,4	15,0

Analyses de sensibilité et scénarios alternatifs

□ Ces résultats montrent que la Ville aura à jouer simultanément sur les trois leviers d'action pour redresser sa situation financière. Le tableau ci-dessous présente la capacité d'investissement annuelle pour une capacité de désendettement 2010 de 15 ans maximum selon :

- ✓ Des dépenses de gestion évoluant entre +1,5 % et + 2,5 % par an à compter de 2007 (contre 3,5 % dans le scénario fil de l'eau)
- ✓ Une hausse des taux 2008 entre + 10 % et + 25 %

□ Ordres de grandeur : plus ou moins 0,5 % de croissance annuelle des dépenses de gestion sur 4 exercices ou plus ou moins 5 % de hausse des taux = plus ou moins 6 M€ d'investissements annuels.

□ Pour investir entre 6 et 12 M€ annuels, la Ville doit augmenter les taux d'au moins 15 % (dépenses de gestion à + 1,5 % par an) et maintenir la croissance de ses dépenses de gestion au plus à 2,5 % par an (avec une hausse des taux de + 25 % en 2008).

Croissance annuelle des dépenses de gestion à partir de 2007	Hausse des taux 2008 = + 10 %	Hausse des taux 2008 = + 15 %	Hausse des taux 2008 = + 20 %	Hausse des taux 2008 = + 25 %
1,5%	0,0	6,5	12,6	18,7
2,0%		0,0	6,4	12,4
2,5%			0,0	6,1

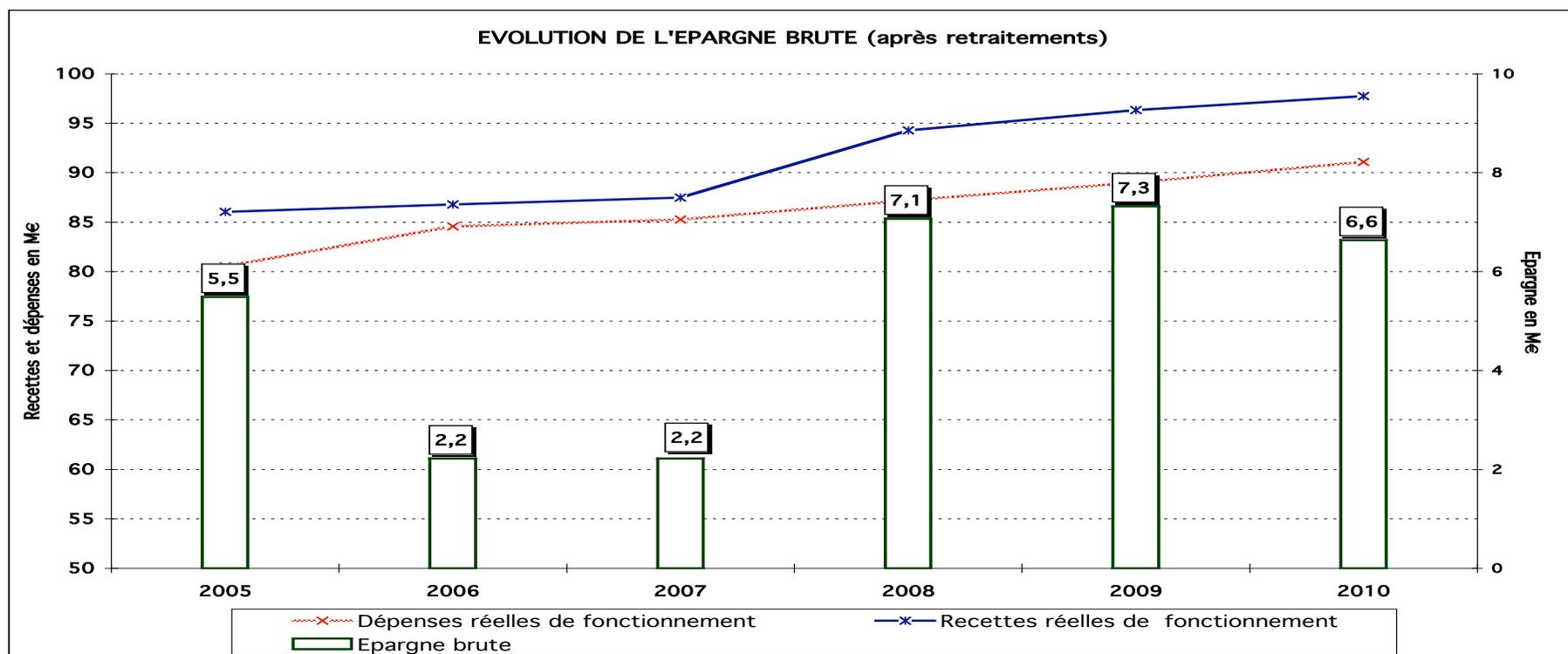
NB : avec des subventions d'équipement reçues = 15 % des dépenses d'équipement

Analyses de sensibilité et scénarios alternatifs

□ Exemple de scénario alternatif :

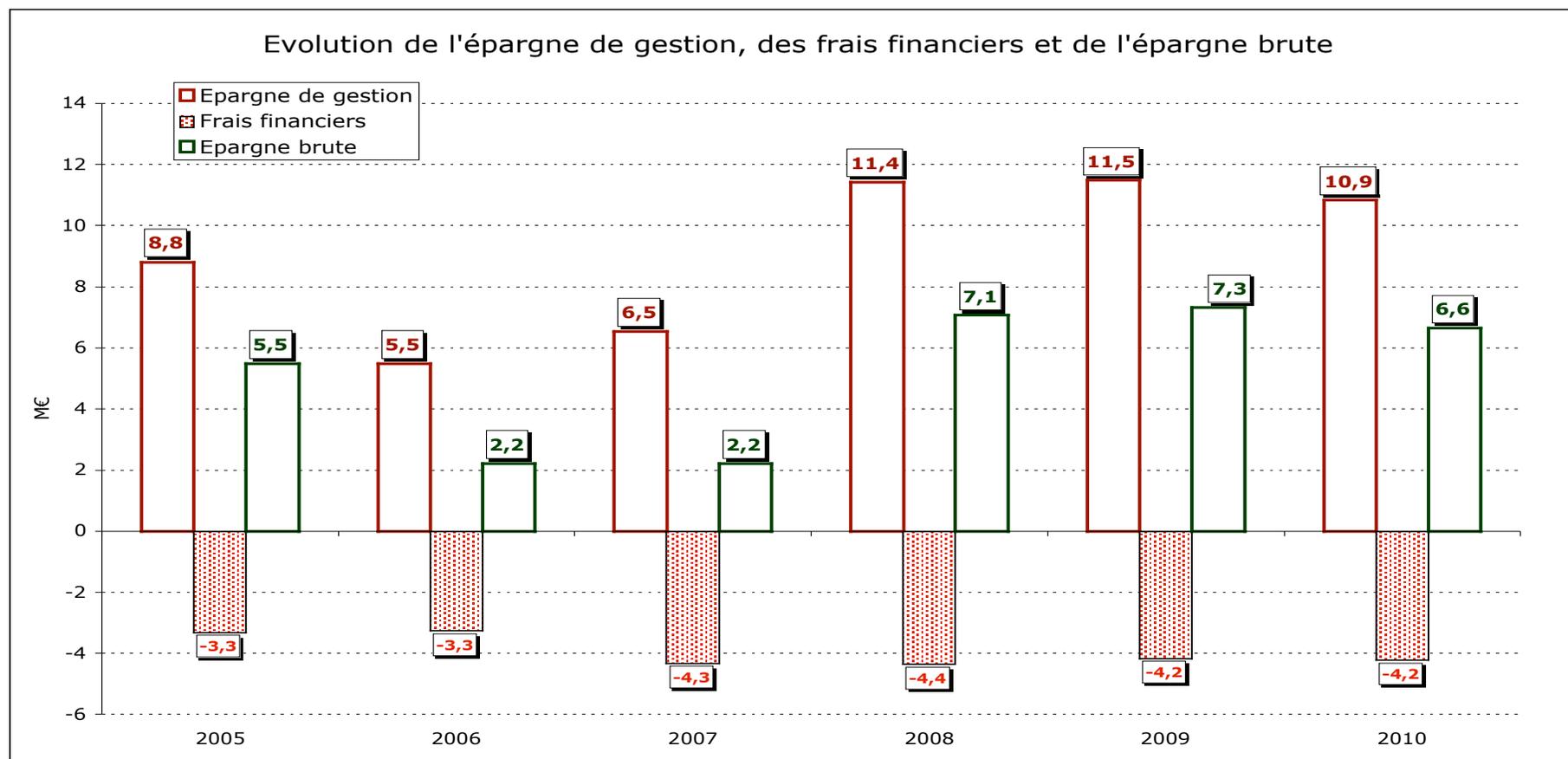
- ✓ Investissements ramenés à 10 M€ par an, soit un niveau proche du « périmètre constant » compte tenu des transferts à la CAPC (9,4 M€).
- ✓ Dépenses de gestion réduites de 0,2 % en 2007 (budget « conservatoire » : maintien de l'épargne brute à son niveau 2006), et progressant de ensuite de +2,5 % par an
- ✓ Hausse des taux de 19,6 % en 2008.

□ L'épargne brute se redresse en 2008 (7,1 M€) et 2009 (7,3 M€), pour terminer en baisse à 6,6 M€ en 2010. Le taux d'épargne final, à 6,8 % des recettes, se situe toujours sous le seuil critique de 8 % généralement admis pour une commune.



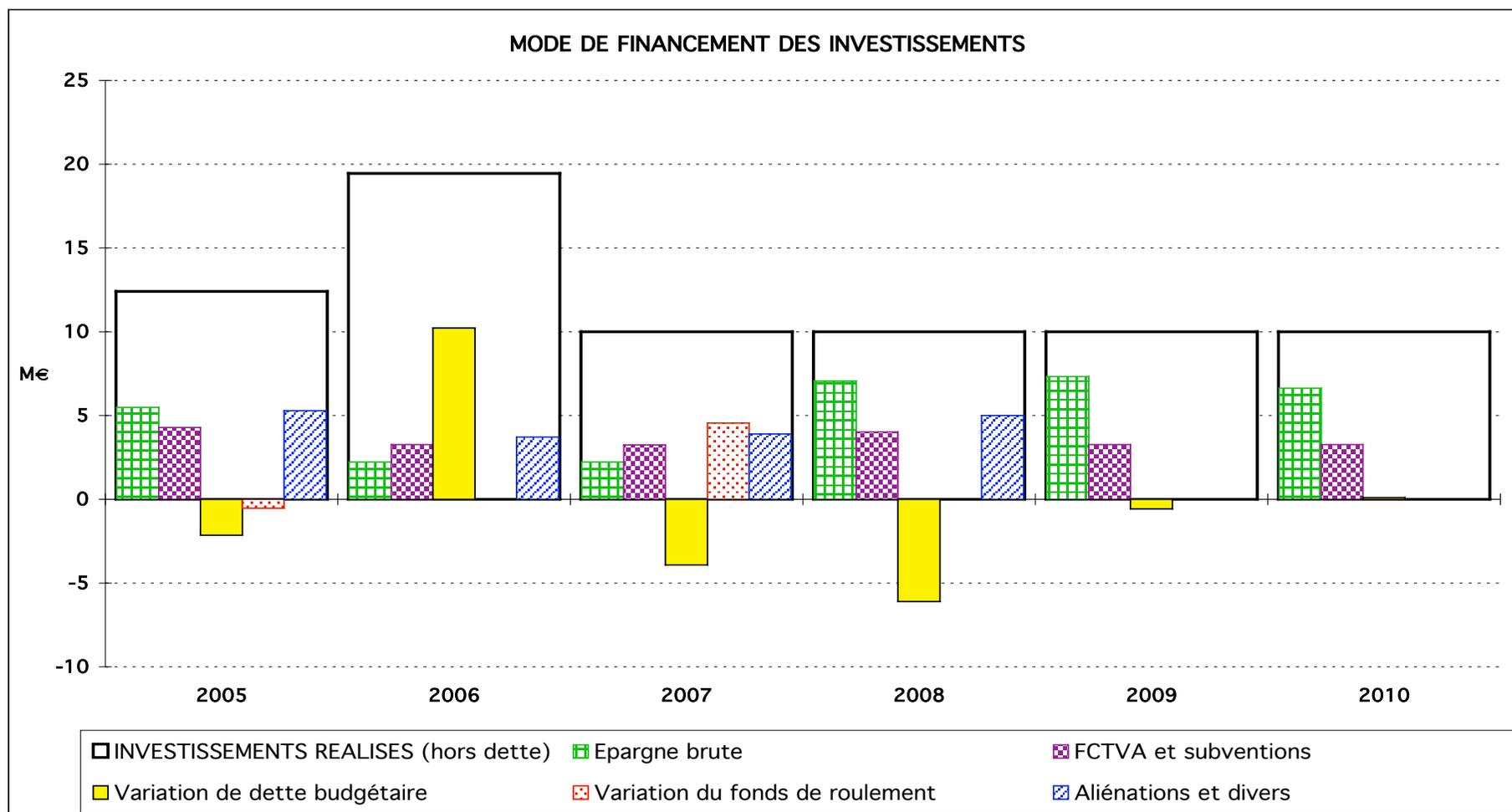
Analyses de sensibilité et scénarios alternatifs

- La situation reste donc précaire : après les hausses de 2008 (effet fiscalité) et 2009 (effet prise en compte de la croissance de la population dans la DGF), l'épargne de gestion est à nouveau pénalisée en 2010 par un effet de ciseau, avec des recettes progressant de +1,5 % contre +2,5 % pour les dépenses.
- Les charges financières sont stabilisées autour de 4,2 M€ annuels. En 2010, elles absorbent 4,3 % des recettes de gestion.



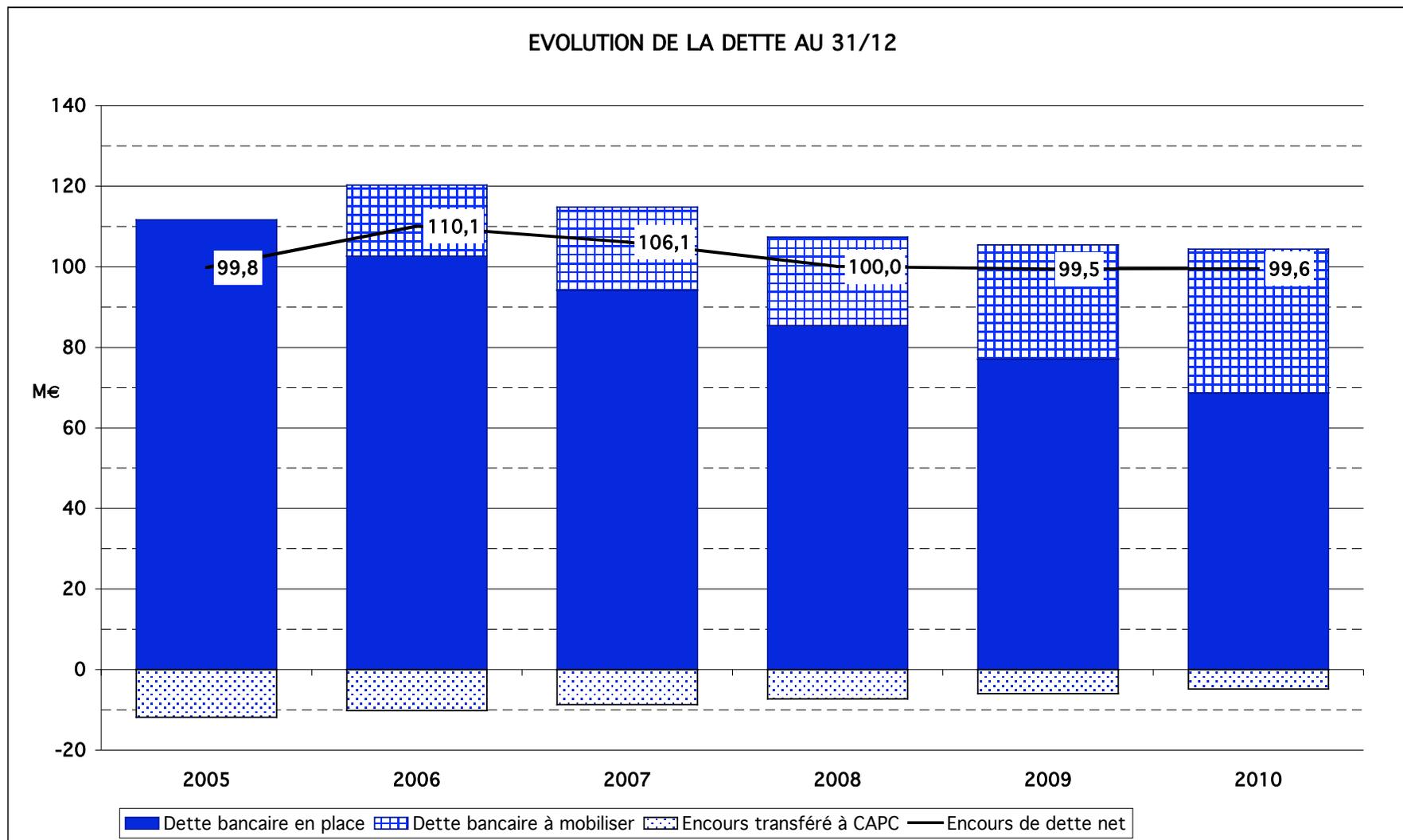
Analyses de sensibilité et scénarios alternatifs

☐ L'épargne brute constitue à nouveau la première source de financement des investissements à partir de 2008.



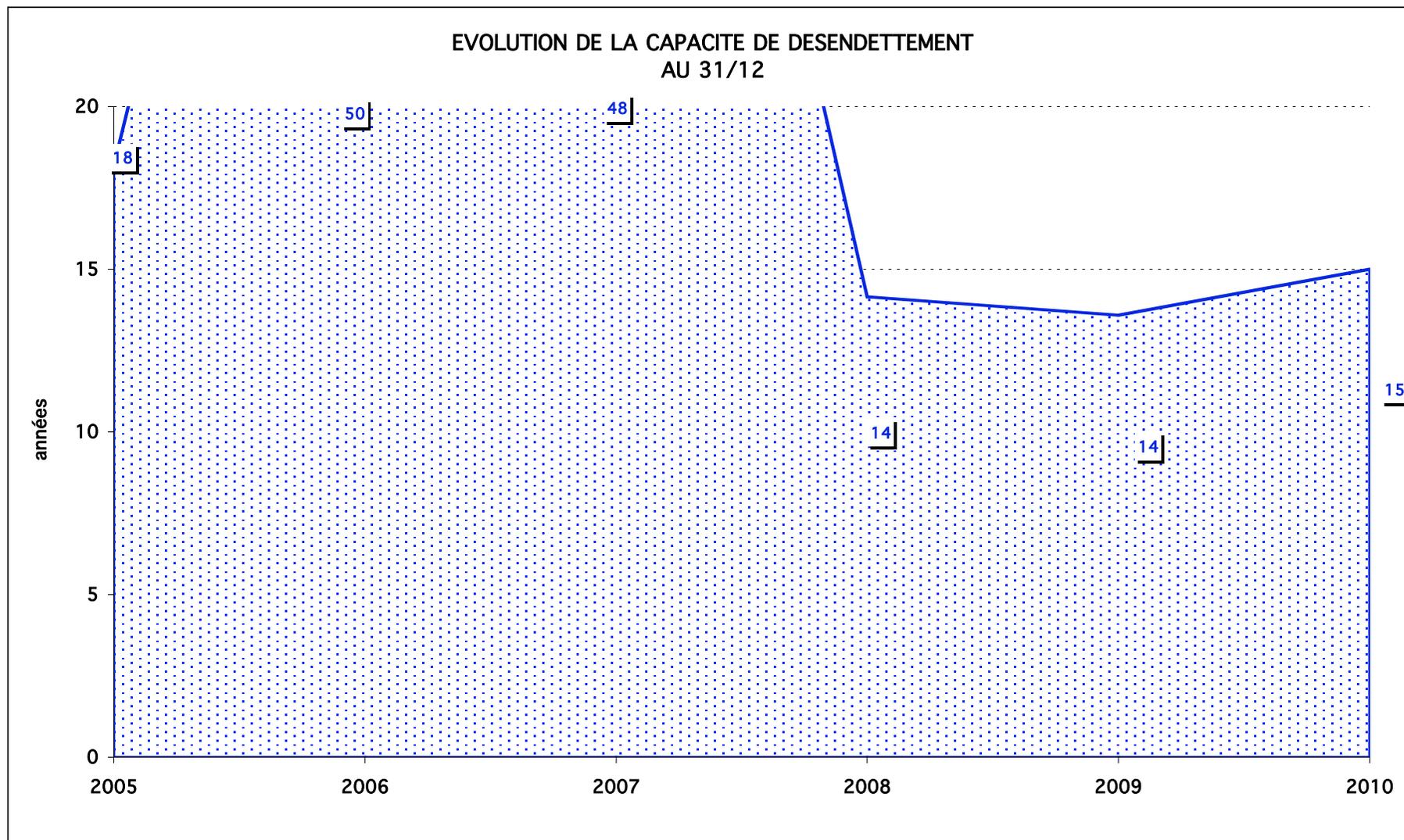
Analyses de sensibilité et scénarios alternatifs

□ La Ville se désendette entre 2007 et 2008, pour stabiliser l'encours autour de 99,5 M€ en 2009 et 2010.



Analyses de sensibilité et scénarios alternatifs

- La capacité de désendettement, rétablie à 14 ans en 2008 (hausse de taux) et progresse à 15 ans en 2010 (effet de ciseau sur la gestion courante).



Analyses de sensibilité et scénarios alternatifs

- La situation financière reste tendue en 2010 : de nouvelles mesures de maîtrise des dépenses de gestion ou de recours à la fiscalité seront nécessaires dès 2011 pour se maintenir à 15 ans, car la Ville est toujours confrontée à un effet de ciseau sur la gestion courante (dépenses de gestion augmentant plus rapidement que les recettes à fiscalité constante).
- Illustrant cette précarité, l'exercice 2010 présenterait à nouveau un risque de déficit : le différentiel entre annuité en capital de la dette et ressources propres s'établissant à -0,5 M€.

En M€	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Recettes propres d'investissement (hors subventions)	4,5	3,7	5,6	7,5	1,8	1,8
Epargne brute	5,5	2,2	2,2	7,1	7,3	6,6
Amortissement dette bancaire nette de la dette transférée à CAPC	8,0	7,5	7,8	8,4	8,3	8,9
Equilibre budgétaire	2,0	-1,5	0,1	6,2	0,7	-0,5

Annexe : détail du scénario fil de l'eau

En M€	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Var 2006/2005	Var 2010/2006
Recettes de gestion	85,3	86,1	86,9	87,9	89,9	91,2	0,9%	1,5%
<i>Variation</i>		<i>0,9%</i>	<i>1,0%</i>	<i>1,1%</i>	<i>2,2%</i>	<i>1,5%</i>		
Produits de fiscalité directe	28,28	28,88	29,57	30,27	30,99	31,72	2,1%	2,4%
Compensations fiscales	3,77	3,60	3,38	3,18	3,02	2,87	-4,5%	-5,5%
Autres recettes fiscales	2,70	3,00	3,07	3,15	3,23	3,32	10,9%	2,6%
Attribution de compensation	15,55	15,55	15,55	15,55	15,55	15,55	0,0%	0,0%
Dotation de solidarité communautaire	2,40	2,10	1,80	1,50	1,20	1,20	-12,5%	-13,1%
DGF forfaitaire	13,86	14,05	14,21	14,39	15,56	15,76	1,4%	2,9%
DSU	2,28	2,92	3,24	3,57	3,85	4,05	28,3%	8,5%
FSRIF	2,73	2,91	3,02	3,14	3,26	3,38	6,5%	3,8%
DNP	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,6%	0,0%
FDC CAPC conservatoire	0,64	0,56	0,48	0,40	0,32	0,32	-12,5%	-13,1%
DSI et DGD	0,35	0,32	0,32	0,32	0,32	0,32	-8,2%	0,0%
Autres subventions et FDPTP	4,69	4,44	4,44	4,44	4,44	4,44	-5,5%	0,0%
Produits du domaine, de gestion courante	7,22	7,06	7,19	7,32	7,45	7,58	-2,2%	1,8%
Produits exceptionnels et réduction de charges	0,80	0,61	0,61	0,61	0,61	0,61	-23,2%	0,0%
Dépenses de gestion	76,5	80,6	83,9	86,7	89,5	92,5	5,3%	3,5%
<i>Variation</i>		<i>5,3%</i>	<i>4,2%</i>	<i>3,3%</i>	<i>3,3%</i>	<i>3,3%</i>		
Charges à caractère général	13,7	13,9	14,2	14,4	14,7	14,9	1,5%	1,8%
Charges de personnel	49,9	53,6	56,4	58,7	61,0	63,5	7,2%	4,3%
Subventions et participations versées	12,4	12,8	13,0	13,2	13,5	13,7	2,8%	1,8%
Atténuations de produits et ch. Except.	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	-21,5%	0,0%
Epargne de gestion	8,8	5,5	3,0	1,2	0,3	-1,3	-37,7%	#NUM!
<i>Variation</i>		<i>-37,7%</i>	<i>-45,4%</i>	<i>-59,9%</i>	<i>-73,9%</i>	<i>-516,4%</i>		
Frais financiers	-3,3	-3,3	-4,3	-4,8	-5,2	-6,2	-1,5%	17,5%
<i>Variation</i>		<i>-1,5%</i>	<i>32,2%</i>	<i>11,9%</i>	<i>8,5%</i>	<i>18,7%</i>		
Dont part "intérêts" dette reprise au titre des transferts	0,6	0,5	0,5	0,4	0,3	0,3		
Dont intérêts sur dette bancaire (net des produits financiers)	-3,9	-3,8	-4,8	-5,2	-5,6	-6,5		
Epargne brute	5,5	2,2	-1,3	-3,6	-4,9	-7,5	-59,6%	#NUM!
<i>Variation</i>		<i>-59,6%</i>	<i>-159,8%</i>	<i>-</i>	<i>-</i>	<i>-</i>		
Investissements	12,4	19,4	19,6	15,8	22,3	28,1		
Recettes réelles hors emprunt	9,6	7,0	9,7	12,0	7,1	6,4		
Investissements nets (hors FCTVA et subventions)	2,8	12,4	9,9	3,8	15,2	21,7		
Remboursement de dette (hors mouvement CLTR)	8,0	7,5	7,8	8,9	9,6	11,3		
<i>Variation</i>		<i>-6,5%</i>	<i>4,1%</i>	<i>15,1%</i>	<i>6,9%</i>	<i>17,9%</i>		
Dont part "capital" dette reprise au titre des transferts	-1,7	-1,6	-1,5	-1,4	-1,3	-1,2		
Dont capital sur dette bancaire	9,6	9,1	9,3	10,3	10,9	12,5		
Emprunts (hors mouvements CLTR)	5,8	17,7	14,4	16,4	29,7	40,5		
Var. du fonds de roulement	0,5	0,0	-4,6	0,0	0,0	0,0		
Endettement au 31/12 (nette de la dette reprise par la CAPC)	99,8	110,1	116,7	124,1	144,3	173,5	10,2%	12,1%
<i>Variation</i>		<i>10,2%</i>	<i>6,0%</i>	<i>6,4%</i>	<i>16,2%</i>	<i>20,3%</i>		
Dont dette bancaire	111,6	120,3	125,4	131,4	150,3	178,3		
Dont dette reprise par la CAPC	-11,8	-10,2	-8,7	-7,3	-6,0	-4,8		
TAUX D'EPARGNE DE GESTION	10,3%	6,4%	3,4%	1,4%	0,3%	-1,4%		
FRAIS FI bancaires / RRF	3,9%	3,8%	5,0%	5,5%	5,8%	6,8%		
TAUX D'EPARGNE BRUTE	6,4%	2,6%	-1,5%	-4,1%	-5,5%	-8,3%		
CAP. DE DESENDETTEMENT	18,2	49,6	100,0	100,0	100,0	100,0		

Annexe : exemple de scénario alternatif

	2005	2006	2007	2008	2009	2010		
Progression des taux d'imposition								
Taxe d'habitation	13,64%	13,64%	13,64%	16,31%	16,31%	16,31%		
Var.		0,00%	0,00%	19,57%	0,00%	0,00%		
Taxe sur le foncier bâti	20,85%	20,85%	20,85%	24,93%	24,93%	24,93%		
Var.		0,00%	0,00%	19,57%	0,00%	0,00%		
Taxe sur le foncier non bâti	26,28%	26,28%	26,28%	31,42%	31,42%	31,42%		
Var.		0,00%	0,00%	19,57%	0,00%	0,00%		
En M€	2005	2006	2007	2008	2009	2010	Var 2006/2005	Var 2010/2006
Recettes de gestion	85,3	86,1	86,9	93,8	95,9	97,4	0,9%	3,1%
Variation		0,9%	1,0%	7,9%	2,2%	1,5%		
Produits de fiscalité directe	28,28	28,88	29,57	36,19	37,05	37,93	2,1%	7,0%
Compensations fiscales	3,77	3,60	3,38	3,18	3,02	2,87	-4,5%	-5,5%
Autres recettes fiscales	2,70	3,00	3,07	3,15	3,23	3,32	10,9%	2,6%
Attribution de compensation	15,55	15,55	15,55	15,55	15,55	15,55	0,0%	0,0%
Dotation de solidarité communautaire	2,40	2,10	1,80	1,50	1,20	1,20	-12,5%	-13,1%
DGF forfaitaire	13,86	14,05	14,21	14,39	15,56	15,76	1,4%	2,9%
DSU	2,28	2,92	3,24	3,57	3,85	4,05	28,3%	8,5%
FSRIF	2,73	2,91	3,02	3,14	3,26	3,38	6,5%	3,8%
DNP	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,07	0,6%	0,0%
FDC CAPC conservatoire	0,64	0,56	0,48	0,40	0,32	0,32	-12,5%	-13,1%
DSI et DGD	0,35	0,32	0,32	0,32	0,32	0,32	-8,2%	0,0%
Autres subventions et FDPTP	4,69	4,44	4,44	4,44	4,44	4,44	-5,5%	0,0%
Produits du domaine, de gestion courante	7,22	7,06	7,19	7,32	7,45	7,58	-2,2%	1,8%
Produits exceptionnels et réduction de charges	0,80	0,61	0,61	0,61	0,61	0,61	-23,2%	0,0%
Dépenses de gestion	76,5	80,6	80,4	82,4	84,4	86,5	5,3%	1,8%
Variation		5,3%	-0,2%	2,5%	2,5%	2,5%		
Charges à caractère général	13,7	13,9	13,5	13,7	13,8	14,0	1,5%	0,1%
Charges de personnel	49,9	53,6	54,1	55,8	57,6	59,4	7,2%	2,6%
Subventions et participations versées	12,4	12,8	12,4	12,6	12,7	12,8	2,8%	0,1%
Atténuations de produits et ch. Except.	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	-21,5%	-1,7%
Epargne de gestion	8,8	5,5	6,5	11,4	11,5	10,9	-37,7%	18,6%
Variation		-37,7%	19,2%	74,8%	0,4%	-5,5%		
Frais financiers	-3,3	-3,3	-4,3	-4,4	-4,2	-4,2	-1,5%	6,5%
Variation		-1,5%	32,2%	0,9%	-4,5%	1,2%		
Dont part "intérêts" dette reprise au titre des transferts	0,6	0,5	0,5	0,4	0,3	0,3		
Dont intérêts sur dette bancaire (net des produits financiers)	-3,9	-3,8	-4,8	-4,7	-4,5	-4,5		
Epargne brute	5,5	2,2	2,2	7,1	7,3	6,6	-59,6%	31,5%
Variation		-59,6%	0,0%	218,6%	3,5%	-9,3%		
Investissements	12,4	19,4	10,0	10,0	10,0	10,0		
Recettes réelles hors emprunt	9,6	7,0	7,1	9,0	3,3	3,3		
Investissements nets (hors FCTVA et subventions)	2,8	12,4	2,9	1,0	6,7	6,7		
Remboursement de dette (hors mouvement CLTR)	8,0	7,5	7,8	8,4	8,3	8,9		
Variation		-6,5%	4,1%	8,6%	-1,0%	7,1%		
Dont part "capital" dette reprise au titre des transferts	-1,7	-1,6	-1,5	-1,4	-1,3	-1,2		
Dont capital sur dette bancaire	9,6	9,1	9,3	9,8	9,7	10,1		
Emprunts (hors mouvements CLTR)	5,8	17,7	3,8	2,3	7,8	9,0		
Var. du fonds de roulement	0,5	0,0	-4,6	0,0	0,0	0,0		
Endettement au 31/12 (nette de la dette reprise par la CAPC)	99,8	110,1	106,1	100,0	99,5	99,6	10,2%	-2,5%
Variation		10,2%	-3,6%	-5,7%	-0,6%	0,1%		
Dont dette bancaire	111,6	120,3	114,8	107,3	105,4	104,4		
Dont dette reprise par la CAPC	-11,8	-10,2	-8,7	-7,3	-6,0	-4,8		
TAUX D'EPARGNE DE GESTION	10,3%	6,4%	7,5%	12,2%	12,0%	11,1%		
FRAIS FI bancaires / RRF	3,9%	3,8%	5,0%	4,6%	4,3%	4,3%		
TAUX D'EPARGNE BRUTE	6,4%	2,6%	2,6%	7,5%	7,6%	6,8%		
CAP. DE DESENETTEMENT	18,2	49,6	47,8	14,1	13,6	15,0		